

CAHIER DE Recherche

JUILLET 2003

■ N° 185

NIVEAU DE VIE ET STRUCTURES DE LA CONSOMMATION AU CANADA

Beaucoup de similitudes
avec la France

Simon LANGLOIS

**Département de sociologie, Université Laval
et Directeur de recherche associé, CREDOC**

CRÉDOC
L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

Crédoc - Cahier de recherche. N°
0185. Juillet 2003.

R7 186



0000139433/ ex 01

CRÉDOC Bibliothèque

Alexandrie™

CRÉDOC

Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

N° 185

**Niveau de vie et structures de la
consommation au Canada
Beaucoup de similitudes avec la France**

Simon LANGLOIS

**Département de sociologie, Université Laval
et Directeur de recherche associé, CREDOC**

Juillet 2003

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

Table des matières

	Page
Table des matières	2
Liste des tableaux	3
Liste des graphiques	5
Introduction	7
Éléments de contexte	7
Plan du rapport	10
I - Sources des données	12
1.1 Statistiques sociales et enquêtes budgétaires	12
1.2 Les enquêtes EDF et EDM	14
II - Revenus et dépenses totales	18
2.1 Évolution des revenus des ménages	18
2.2 Les dépenses totales	21
2.3 Redistribution des revenus	24
2.4 Polarisation sociale	27
III Évolution temporelle de la structure des besoins, 1969-2000	31
3.1 Les fonctions de consommation retenues	31
3.2 La structure des besoins	34
3.3 Diffusion sociale et diffusion temporelle	42
IV Besoins, âge et cycle de vie	44
4.1 Revenus et niveau de vie selon l'âge	45
4.2 Polarisation et groupes d'âge	48
4.3 Consommation et cycles de vie	49
4.4 Structure des besoins des personnes seules	58
V Structure des besoins et générations	60
5.1 Les dépenses totales	61
5.2 Besoins et effets de générations	62
5.3 Conclusion	70
Conclusion	71
Références	73

Liste des tableaux

Tableau 1.1 Taille des échantillons des enquêtes budgétaires de Statistique Canada, ménages et individus, Canada, 1969-2000.	14
Tableau 1.2 Répartition pondérée des échantillons de ménages dans les enquêtes budgétaires de Statistique Canada selon la région, 1969-2000.....	15
Tableau 1.3 Répartition des ménages selon le nombre de membres, la taille moyenne et le lieu de résidence, Canada, 1969-2000.....	16
Tableau 2.1 Différents types de revenu, ménages de deux personnes et plus, dollars constants (2000), Canada, 1969-2000.	19
Tableau 2.2 Paiements de transfert et impôts personnels en proportion du revenu total, Canada, 1969-2000.	20
Tableau 2.3 Différents types de revenu, ménages de deux personnes et plus, en indice (1969=100), Canada, 1969-2000.	20
Tableau 2.4 Dépenses totales et dépenses par unité de consommation des ménages de deux personnes et plus, en dollars constants (2000) et en indice, Canada, 1969-2000.....	21
Tableau 2.5 Dépenses totales par unité de consommation et écart depuis 1969 et 1978 selon le type de ménages et l'âge de la personne de référence, en dollars constants (2000), Canada, 1969-2000.	23
Tableau 2.6 Dépenses moyennes par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus, dollars constants (2000) selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.....	23
Tableau 2.7 Coefficients de GINI, ménages de deux personnes et plus selon différentes mesures du revenu, Canada, 1980-2000.	25

Tableau 2.8 Rapport inter déciles (D1/D9) pour l'ensemble des ménages et les ménages comptant deux personnes et plus selon différents types de revenus, Canada, 1969-2000.	26
Tableau 2.9 Proportion de ménages dans trois classes en proportion du revenu médian selon différentes mesures de revenu, ménages de deux personnes ou plus, Canada, 1969-2000.	28
Tableau 3.1 Répartition en % des dépenses pondérées par unité de consommation, ménage de deux personnes et plus selon le poste de dépense, Canada, 1969-2000.	35
Tableau 3.2 Répartition en % des dépenses pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le quintile de revenu disponible par unité de consommation, Canada, 1969-2000.	36
Tableau 4.1 Revenu médian disponible par unité de consommation et position relative par rapport à l'ensemble selon l'âge, ménages de 2 personnes et plus, 1969-2000.	47
Tableau 4.2 Proportion des ménages de deux personnes et plus dont le revenu disponible par unité de consommation est entre 75 % et 150 % du revenu médian selon l'âge et l'année.	48
Tableau 4.3 Répartition en % des dépenses pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	50
Tableau 4.4 Répartition en % des dépenses pondérées par unité de consommation, personnes seules selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	59

Liste des graphiques

Graphique 4.1 Coefficients des dépenses en alimentation pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	51
Graphique 4.2 Coefficients des dépenses pour le logement pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	51
Graphique 4.3 Coefficients des dépenses pour le transport pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	54
Graphique 4.4 Coefficients des dépenses pour les loisirs pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	54
Graphique 4.5 Coefficients des dépenses pour l'habillement pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	55
Graphique 4.6 Coefficients des dépenses pour l'équipement pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	55
Graphique 4.7 Coefficients des dépenses pour la protection pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	57
Graphique 4.8 Coefficients des dépenses en santé pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000.	57
Graphique 5.1 Dépenses moyennes par unité de consommation selon la cohorte, ménages de deux personnes et plus, Canada, 1969-2000.	64

Graphique 5.2 Coefficients des dépenses en alimentation pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	64
Graphique 5.3 Coefficients des dépenses pour le logement pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	66
Graphique 5.4 Coefficients des dépenses pour le transport pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	66
Graphique 5.5 Coefficients des dépenses pour l'habillement pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	68
Graphique 5.6 Coefficients des dépenses pour les loisirs pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	68
Graphique 5.7 Coefficients des dépenses pour l'équipement pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	69
Graphique 5.8 Coefficients des dépenses pour la protection pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon la cohorte, Canada, 1969-2000.	69

Introduction

Le Canada est entré dans l'univers de la consommation marchande élargie quelques années après les États-Unis mais avant les grands pays européens aux prises avec les guerres dans la première moitié du XX^e siècle. L'intégration de l'économie nord-américaine a peu à peu inscrit le Canada, pays de ressources naturelles, dans l'univers de la production de masse et partant, de la consommation.

Le présent rapport propose une analyse de la structure de la consommation marchande des ménages basée sur l'examen des dépenses des ménages. Ce n'est donc pas une recherche menée à partir de la comptabilité nationale, car les données viennent des enquêtes budgétaires réalisées par Statistique Canada – équivalentes des enquêtes *Budgets de familles* effectuées par l'INSEE en France. Les dépenses de consommation constituent sans doute le meilleur indicateur des besoins ressentis par les familles et les ménages et la répartition de ces dépenses permet de mesurer la structure de leurs besoins.

Il nous a cependant semblé nécessaire de dégager quelques éléments de contexte afin de situer la société canadienne et pour rafraîchir la mémoire du lecteur moins familier avec ses caractéristiques et évolutions récentes.

Éléments de contexte

Le Canada a été une terre d'accueil pour des millions de réfugiés et d'immigrants – européens d'abord, puis provenant de toutes les parties du monde – venus s'y établir pour refaire leur vie et qui ont par conséquent contribué par leur dynamisme à son développement économique. Le Canada a accueilli pas moins de huit millions et demi d'immigrants entre 1950 et 2000, soit l'équivalent d'un pays complet comme l'Autriche ou la Suède qui y aurait déménagé en quelques années seulement. Le Canada compte maintenant plus de trente millions d'habitants, dont sept millions et demi au Québec et près de douze millions en Ontario, les deux provinces centrales et le cœur économique et culturel du pays. La population totale du

Canada représente maintenant la moitié de celle des deux mères patries européennes qui ont contribué à son peuplement d'origine, la France et la Grande-Bretagne. Les populations amérindiennes ayant été largement décimées lors de la période de colonisation comptent maintenant pour environ 5 % de la population totale.

L'État canadien a été au XX^e siècle plus interventionniste que son pendant américain. Il l'a été d'abord sur le plan économique afin de soutenir l'élaboration d'une économie nationale forte par le biais de barrières tarifaires qui ont longtemps irrité l'Ouest du pays. Il a été plus interventionniste surtout pour assurer une certaine répartition de la richesse entre les régions du pays, politiques inexistantes aux États-Unis. La politique nationale de l'énergie adoptée par le Gouvernement fédéral après le choc pétrolier de 1973 est un bon exemple d'intervention de l'État central au nom d'une certaine idée de ce que devait être le pays. Il l'a été encore avec la création de l'État-providence. En peu d'années, les programmes sociaux sont devenus largement valorisés par les Canadiens, au point d'être considérés comme une façon originale de se distinguer des Américains. Le Canada a été enfin plus interventionniste sur le plan culturel, avec la mise en place d'institutions nationales comme la radio et la télévision publiques, l'Office national du film ou le Conseil des Arts du Canada, institutions qui ont largement contribué à façonner l'image que les Canadiens anglais ont d'eux-mêmes, mais aussi celle que les Québécois se sont donnée depuis la Révolution tranquille des années 1960, il ne faudrait pas l'oublier.

Mais le monde change. L'économie canadienne est maintenant davantage intégrée dans l'espace nord-américain. Les accords de libre-échange avec les États-Unis d'abord (Naphtha) puis avec le Mexique (Alena) et le contexte nouveau de la mondialisation des échanges économiques ont ouvert l'économie canadienne de manière encore plus marquée vers l'extérieur. Le continentalisme était considéré dans les années 1960 et 1970 comme la négation même de l'identité canadienne. Ce n'est plus le cas, même si la gauche continue de croire que les Canadiens ont perdu une part d'eux-mêmes en ouvrant ainsi leurs frontières. Le capitalisme d'État est en régression et de grandes entreprises publiques pan-canadiennes qui ont joué un rôle majeur dans la construction du pays ont été privatisées (Air Canada, le Canadien national, Petro-Canada, etc.). Ces changements marquent-ils un rapprochement entre le Canada et les

États-Unis et, par conséquent, un abandon des traits spécifiques au cœur de l'identité canadienne ? Seul l'avenir le dira de façon nette, mais la tendance est présente.

Il faut souligner par ailleurs que, même s'il est davantage intégré dans l'espace socio-économique nord américain, le Canada anglais fait preuve d'un fort dynamisme sur le plan culturel – en littérature, dans la chanson populaire, le cinéma et la peinture – qui lui permet d'affirmer son identité propre, différente de celle des États-Unis. Si cette analyse est juste, tendances économiques et tendances culturelles connaîtraient des évolutions divergentes. L'État canadien (tout comme l'État québécois) entend promouvoir une politique d'exception culturelle dans les négociations entourant les échanges économiques internationaux. Il est en conflit ouvert avec les USA sur ce point, cherchant à protéger les industries culturelles canadiennes contre la concurrence américaine en la matière.

Le développement du Canada a longtemps été fondé sur l'exploitation de ressources naturelles abondantes et les secteurs primaires et secondaires ont été dans le passé les pôles forts de l'économie canadienne. Si les guerres ont dévasté l'Europe, elles ont par ailleurs profité au Canada qui a pu développer rapidement son économie à la faveur de l'effort de guerre, un effet qui a accéléré le développement industriel et la modernisation du pays. En quelques décennies, le Canada est passé d'une économie basée sur l'exploitation des ressources à une économie de type postindustriel, dominée par les services, même si le secteur des ressources naturelles reste important. L'agriculture n'est plus d'abord un mode de vie et les fermes sont devenues de véritables entreprises, pour la plupart hautement mécanisées et capitalisées et les industries d'extraction ou de transformations des matières premières (bois, métaux) ont adopté de nouvelles technologies et sont informatisées. Les industries de pointe se sont multipliées, notamment dans le domaine de l'énergie (hydroélectricité), des transports (avions, trains, autos, véhicules récréatifs), des communications (téléphonie, câble, radio-télévision) ou des biotechnologies pour ne donner que quelques exemples. Au total, plus des deux tiers des emplois au Canada se retrouvent maintenant dans les services.

Cette économie axée sur l'exploitation des matières premières a nourri l'imaginaire social et culturel des Canadiens, sans oublier le stéréotype que s'en faisaient les étrangers. Qu'il soit de langue anglaise ou française, le Canadien a été souvent représenté dans la littérature ou la peinture comme un bûcheron ou un

lumber-jack plus ou moins frustré. Cette représentation, tout comme celle de l'économie canadienne, doit être revue et corrigée.

Le Canada est devenu au fil des ans une société de consommation avancée. Dès les années 1950 on retrouve dans les enquêtes budgétaires une structure de dépenses qui reflète une importante mutation des besoins des ménages. Ainsi, le poste transport augmente-t-il en importance de même que l'équipement des ménages et les dépenses pour les loisirs marchands. Les différences entre ville et campagne s'estompent, comme l'a montré avec évidence la grande enquête de Marc-Adélaïde Tremblay et Gérald Fortin menée en 1959 sur les conditions de vie au Québec (Tremblay et Fortin 1964).

Plan du rapport

Le présent rapport de recherche analyse l'évolution de la structure des besoins sociaux des ménages canadiens sur une période de trente ans (de 1969 à 2000). L'année 1969 a été retenue comme point de départ de l'analyse pour une raison pratique : c'est la première année pour laquelle les micro données de l'Enquête sur les dépenses des familles sont disponibles et accessibles aux chercheurs. Le premier chapitre présentera les sources de données et donnera des informations minimales sur les enquêtes.

Notre attention se portera d'abord sur l'évolution des revenus et des dépenses totales afin de caractériser le niveau de vie des ménages canadiens sur une période de trente ans. L'accent sera mis sur les inégalités et la redistribution, deux aspects importants lorsqu'on étudie la consommation finale des ménages. Cette première analyse nous permettra d'aborder une question de recherche qui a été importante au Canada ces dernières années, soit celle de la polarisation sociale, autre manière de nommer la question du déclin de la classe moyenne qui a préoccupé autant les analystes que les intellectuels et autres intervenants sur la place publique. Ce sera l'objet du chapitre 2.

Nous étudierons ensuite comment les besoins des ménages ont changé à partir de l'examen de la structure des budgets. L'étude proprement dite des budgets de familles sera effectuée en trois parties. La première portera sur l'évolution dans le

temps de la structure des besoins des ménages et couvrira la période des années 1960 à nos jours (chapitre 3). Nous proposons de voir s'il y a rapprochement ou distanciation entre les classes socio-économiques dans le dernier tiers du XX^e siècle. Nous proposons ensuite une analyse des besoins par groupes d'âge et cycle de vie (chapitre 4), afin de voir si l'effet d'âge se maintient tel quel au cours des trois décades retenues. Suivra une étude par cohortes et générations afin de voir s'il y a convergence ou non entre les générations (chapitre 5).

I

Sources des données

1.1 Statistiques sociales et enquêtes budgétaires

L'étude de la consommation marchande occupe une place de choix dans l'histoire des statistiques sociales. Le recueil et l'analyse des budgets de famille ont retenu l'attention des premiers sociologues au même titre que l'examen des phénomènes démographiques et économiques et les premières grandes enquêtes empiriques ont été des enquêtes budgétaires auprès des ménages. Très tôt dans l'histoire de la sociologie, on a estimé que la structure des dépenses de consommation était susceptible de révéler les besoins sociaux et les genres de vie des familles et des ménages (Herpin 2001 ; Langlois 2002a). Les moyens financiers étant limités, la dépense privée des ménages traduit des choix qui nous informent sur ce que les gens ont jugé nécessaire.

En prenant comme base échantillonnale et comme unité d'analyse le ménage plutôt que l'individu, ces enquêtes échappaient aux reproches qui sont parfois faits aux études empiriques par sondages et questionnaires de véhiculer une vision atomiste de la société en la considérant comme une collection d'individus. Ces premières enquêtes étaient aussi en lien avec les préoccupations sociales de leurs auteurs, qui entendaient illustrer les ravages faits par l'industrialisation naissante sur les conditions de vie des ouvriers, le plus souvent dans une perspective réformiste, mais aussi dans la perspective de revaloriser les genres de vie traditionnels qui était celle, plus conservatrice, de Frédéric Leplay (1879) par exemple.

Au Québec et au Canada, la grande enquête sur les conditions de vie des familles faite en 1959 par Marc-Adélar Tremblay et Gérald Fortin (1964) constitue

la première recherche empirique d'envergure, une enquête faite à l'échelle de la société globale québécoise, dirions-nous dans un langage contemporain. Elle s'inscrivait dans la tradition européenne d'enquêtes du même genre – notamment celle d'Engel, celle de Dupectiaux et surtout, celles de Halbwachs (1912 et 1933) – dont Presvelou (1968) a fait un examen critique. L'enquête Tremblay-Fortin a marqué un tournant dans l'histoire intellectuelle du Québec en montrant que le paradigme du passage de la société traditionnelle à la société moderne, qui servait de grille de lecture privilégiée à l'époque, était dépassé puisque le Québec tout entier s'inscrivait dès le début des années 1960 dans l'univers de la société de consommation déjà bien implantée sur tout le territoire, la société québécoise se révélant être une société déjà modernisée d'après les genres de vie et les représentations sociales de ses salariés, à la ville comme à la campagne.

Les enquêtes contemporaines sur les budgets présentent toujours au début du XXI^e siècle un intérêt pour l'analyse sociologique pour les mêmes raisons que les premières études menées il y a plus de cent ans. Elles constituent un instrument privilégié pour étudier les genres de vie, le changement social, la structure des besoins sociaux, ou encore les différences entre classes sociales et entre générations (Gershuny, 1983, 1986). Une partie des besoins est cependant satisfaite ou comblée par des services et des biens publics, qui sont financés collectivement par les impôts directs et indirects et qui échappent donc à la prise de décision par les acteurs faisant partie des unités de consommation. La logique qui sous-tend cette consommation collective ne sera pas prise en compte dans le présent rapport.

Une autre raison ajoute un grand intérêt à ce type d'enquêtes. Le cumul de données standardisées et comparables dans le temps rend possible la création de quasi-panels, l'étude de cohortes différentes sur longue période, l'examen des effets de générations et de cycle de vie sans oublier les effets de périodes, bref l'analyse longitudinale sous diverses formes en plus des analyses transversales qui restent toujours aussi pertinentes.

1.2 Les enquêtes EDF et EDM

L'enquête sur les dépenses des ménages existe depuis 1933 au Canada et nous disposons de micro données depuis l'année 1969. Les données analysées dans ce rapport proviennent de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada faite tous les quatre ans environ de 1982 à 1996 et de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) faite annuellement depuis 1997 (sur ces enquêtes, voir Silver, 1994 ; H. Gauthier, 1997, 1998 ; Jean, 1998, 2001). Nous avons retenu pour les fins de la présente étude les enquêtes effectuées au cours des années suivantes : 1969, 1978, 1982, 1986, 1992, 1996, 1997, 1998, 1999 et 2000, dernière enquête disponible.

La taille de l'échantillon global varie de 15.106 ménages en 1969 à 14.560 en 2000. Le tableau 1.1 donne la répartition de la taille des échantillons de toutes les enquêtes retenues dans ce rapport ainsi que le nombre total de personnes se retrouvant dans les ménages échantillonnés.

Tableau 1.1
Taille des échantillons des enquêtes budgétaires de
Statistique Canada, ménages et individus, Canada, 1969-2000

Année	Ménages	Individus
1969	15 106	51 027
1978	9 351	28 001
1982	10 935	30 047
1986	10 322	29 245
1992	9 338	24 498
1996	10 069	22 880
1997	17 816	45 900
1998	15 226	38 804
1999	17 102	42 750
2000	14 560	36 170

Source : 1969 à 1996 : Micro-données de l'*Enquête sur les dépenses des familles*, Statistique Canada ; 1997 à 2000 : Micro-données de l'*Enquête sur les dépenses des ménages*, Statistique Canada. Calculs de l'auteur.

Les enquêtes canadiennes sur la consommation distinguent cinq grandes régions d'importance inégale (tableau 1.2). Le poids des provinces de l'Atlantique (trois provinces maritimes plus Terre-Neuve) décline et elles comptent pour environ 8 % de l'ensemble de la population du pays. Il en va autrement pour la province située sur la côte pacifique (la Colombie britannique) dont le poids augmente depuis trente ans (environ 13 % en 2000). Le Québec et l'Ontario comptent pour presque les deux tiers de la population totale. La région des Prairies située au centre peut paraître stagnante mais elle regroupe en fait une province en forte croissance (l'Alberta) et deux autres en régression sur le plan démographique.

La composition des ménages a changé de manière importante en trente ans. Au cours de cette période, la proportion de ménages formés de personnes vivant seules est passée de 15,9 % à plus de 25 % (tableau 1.3). Par ailleurs, le nombre moyen de personnes vivant en famille ou dans les ménages comptant au moins deux membres a beaucoup diminué. Ces deux évolutions sont dues essentiellement à plusieurs facteurs. Le premier est la forte diminution de la natalité en trente ans. Mais à cela s'ajoutent

Tableau 1.2

Répartition pondérée des échantillons de ménages dans les enquêtes budgétaires de Statistique Canada selon la région, 1969-2000

Année	Maritimes	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Total
1969	8,5	26,3	37,0	17,3	10,9	100
1978	8,6	26,3	37,0	16,5	11,6	100
1982	8,2	26,3	35,6	17,5	12,4	100
1986	8,2	26,6	36,1	17,2	11,9	100
1992	8,0	26,7	36,7	16,3	12,3	100
1996	7,7	26,3	37,0	16,0	13,0	100
1997	7,7	26,3	36,5	16,1	13,4	100
1998	7,6	26,2	36,6	16,1	13,5	100
1999	7,6	25,8	36,9	16,2	13,5	100
2000	7,6	26,0	37,0	16,2	13,2	100

Source : 1969 à 1996 : Micro-données de l'*Enquête sur les dépenses des familles*, Statistique Canada ; 1997 à 2000 : Micro-données de l'*Enquête sur les dépenses des ménages*, Statistique Canada. Calculs de l'auteur.

l'augmentation du nombre de ménages sans enfant formés de couples dans la cinquantaine arrivés à la phase du nid vide et la hausse du nombre de couples âgés qui vivent plus longtemps et en meilleure santé. Un troisième facteur ne doit pas être négligé, soit l'établissement en ménage des enfants des premières cohortes du baby-boom de l'après-guerre qui sont maintenant arrivées depuis la fin des années 1990 à l'âge de quitter le foyer. Enfin, l'augmentation du nombre de ménages divorcés a pu aussi contribuer à la réduction de la taille moyenne des ménages, sans oublier l'impact non voulu de l'aide de dernier recours¹ qui permet à des personnes dépendantes de l'aide de l'État de vivre seules.

Tableau 1.3

Répartition des ménages selon le nombre de membres, la taille moyenne et le lieu de résidence, Canada, 1969-2000

Année	Ménages		Taille moyenne		Lieu de résidence			
	1 personne	2 personnes et +	Tous	2 personnes et +	100 000 et plus	99 999 à 30 000	Moins de 30 000	Région rurale
1969	15,9	84,1	3,4	3,8	58,0	6,9	13,0	22,1
1978	19,0	81,0	3,0	3,5	56,3	8,7	17,3	17,7
1982	22,1	77,9	2,7	3,2	58,1	8,7	14,7	18,5
1986	23,3	76,7	2,8	3,4	62,6	9,1	10,8	17,5
1992	22,2	77,8	2,6	3,1	68,0	10,7	8,5	12,8
1996	23,3	76,7	2,6	3,1	-	81,4	8,5	10,1
1997	23,6	76,4	2,6	3,1	-	74,1	9,0	16,9
1998	24,0	76,0	2,5	3,0	-	73,8	8,9	17,3
1999	24,8	75,2	2,5	3,0	-	74,2	8,7	17,1
2000	25,2	74,8	2,5	3,0	-	66,3	17,3	16,4

Source : 1969 à 1996 : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des familles*, Statistique Canada ; 1997 à 2000 : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages*, Statistique Canada. Calculs de l'auteur.

¹ L'aide de dernier recours (aussi appelée aide sociale) est équivalente au RMI en France. Toute personne dans le besoin peut recevoir l'aide de dernier recours à partir de l'âge de 18 ans. Diverses mesures de participation à des programmes de réinsertion peuvent être imposées aux bénéficiaires aptes au travail.

Les changements dans la composition des ménages ont été considérables en trente ans seulement. Aussi, faudra-t-il en tenir compte dans l'analyse en pondérant les données sur les revenus et dépenses par une échelle d'équivalence de type Oxford. Les poids suivants ont été donnés aux membres des ménages : 1,0 au premier adulte, 0,8 aux autres membres adultes et adolescents du ménage, 0,5 aux enfants âgés de 5 à 15 ans et 0,4 aux jeunes enfants âgés de 0 à 4 ans inclusivement.

La population canadienne est maintenant largement urbaine. Les micro données sont agrégées et ne permettent pas de distinguer très finement la taille des milieux de résidence, seulement trois niveaux étant distingués dans les enquêtes les plus récentes (rurale, moins de 30.000 et plus de 30.000 habitants).

II

Revenus et dépenses totales

Comme l'ensemble des pays industrialisés, le Canada a connu une véritable révolution salariale au cours des Trente glorieuses, soit des années d'après guerre jusqu'au milieu des années 1970. La croissance des revenus des ménages a beaucoup ralenti par la suite et elle a surtout été alimentée par la contribution accrue des épouses de plus en plus nombreuses à travailler à temps complet au cours des vingt-cinq dernières années du XX^e siècle.

2.1 Évolution des revenus des ménages

Diverses tendances caractéristiques de la situation canadienne ressortent des données des dix enquêtes réalisées depuis 1969 qu'il est possible de résumer en quelques propositions basées sur l'examen des tableaux 2.1 à 2.3.

- Après avoir connu une forte hausse au cours des trente glorieuses, la croissance des revenus de marché des ménages² – qui comprennent les salaires et traitements, les revenus de placements privés ainsi que les revenus nets des entreprises personnelles et des personnes autonomes – s'est arrêtée pendant une vingtaine d'années. La tendance à la hausse des revenus de marché a repris au milieu des années 1990.
- Les paiements de transferts de l'État aux individus ainsi que les prélèvements d'impôts directs ont par ailleurs connu des hausses continues en particulier pendant la période de stagnation de la croissance en termes réels des revenus d'emploi. L'État-providence a ainsi accentué sa présence par le biais de ces deux mécanismes d'intervention en accaparant une part de plus en plus grande

² Les revenus de marché (en anglais, *market income*) sont l'équivalent des revenus primaires en France.

des revenus de marché. Les impôts directs ont connu une croissance 3,5 fois plus rapide (+142 %) que les revenus (+41 %) depuis 1969. La part des revenus payés en impôts directs a cependant cessé d'augmenter dans les années 1990, se situant à environ 20 % de l'ensemble des revenus totaux des ménages (2^e colonne du tableau 2.2).

- Il en est résulté une croissance plus faible du revenu disponible moyen des ménages, qui est resté presque stagnant entre 1978 et 1997. La tendance a été renversée au tournant des années 2000, année au cours de laquelle le revenu moyen disponible a atteint un nouveau sommet a été atteint dépassant celui de l'année 1978 (tableau 2.3, colonne 5). Les analyses récentes de Statistique Canada montrent que cette tendance se poursuit, à la suite des baisses d'impôts directs (modestes cependant) entrées en vigueur depuis le début du nouveau millénaire, tant au niveau fédéral que dans la majorité des provinces, et parce que les revenus de marché ont repris leur croissance.
- Le revenu *disponible par unité de consommation* a cependant suivi une tendance différente puisqu'il n'a pas cessé d'augmenter au cours de la période examinée, une hausse de 50 % depuis le début des années 1970 contre 32 % pour le revenu disponible non pondéré par u.c. (tableau 2.3). Cette évolution divergente s'explique par la baisse du nombre moyen de personnes dans les ménages évoquée plus haut qui est passé de 3.8 à 3 en trente ans. Les ménages sont de taille de plus en plus réduite d'où la hausse du revenu pondéré par u.c.

Tableau 2.1
Différents types de revenu, ménages de deux personnes et plus,
dollars constants (2000), Canada, 1969-2000

Année	Revenu de marché total (1)	Paiement de transfert (2)	Revenu total (3)	Impôts directs (4)	Revenu disponible (5)	Revenu dispo- nible par M.C. (6)
1969	40 331	2 983	43 314	5 437	37 877	14 503
1978	50 559*	5 853*	56 412	9 317	47 095	18 761
1982	50 767	5 877	56 644	9 362	47 282	19 823
1986	52 849	6 044	58 894	10 838	48 055	19 225
1992	51 341	7 455	58 796	11 984	46 812	19 749
1996	54 049	6 785	60 834	12 421	48 414	20 399
1997	53 071	6 425	59 496	12 404	47 092	20 174
1998	54 409	6 226	60 635	12 620	48 015	20 634
1999	55 731	6 391	62 122	13 254	48 868	21 255
2000	56 989	6 260	63 249	13 142	50 107	21 807

* Estimation

Note : L'échelle d'équivalence adoptée est la suivante : (1^{er} adulte = 1), (2^{ième} adulte et suivant = 0,8), (Enfant 0-6 ans = 0,4) (Enfant 7-15 ans = 0,5) (Enfant 16-17 ans = 0,8).

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur

Tableau 2.2**Paiements de transfert et impôts personnels en proportion du revenu total, Canada, 1969-2000**

Année	Transfert en % du revenu total (2/3)	Impôts en % du revenu total (4/3)
1969	6,9	12,6
1978	10,4	16,5
1982	10,4	16,5
1986	10,3	18,4
1992	12,7	20,4
1996	11,2	20,4
1997	10,8	20,8
1998	10,3	20,8
1999	10,3	21,3
2000	9,9	20,8

Note : L'échelle d'équivalence adoptée est la suivante : (1^{er} adulte = 1), (2^{ième} adulte et suivant = 0,8), (Enfant 0-6 ans = 0,4) (Enfant 7-15 ans = 0,5) (Enfant 16-17 ans = 0,8).

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

Tableau 2.3**Différents types de revenu, ménages de deux personnes et plus, en indice (1969=100), Canada, 1969-2000**

Année	Revenu de marché total (1)	Paiement de transfert (2)	Revenu total (3)	Impôts directs (4)	Revenu disponible (5)	Revenu disponible par M.C. (6)
1969	100	100	100	100	100	100
1978	125	196	130	171	124	129
1982	126	197	131	172	125	137
1986	131	203	136	199	127	133
1992	127	250	136	220	124	136
1996	134	227	140	228	128	141
1997	132	215	137	228	124	139
1998	135	209	140	232	127	142
1999	138	214	143	244	129	147
2000	141	210	146	242	132	150

Note : L'échelle d'équivalence adoptée est la suivante : (1^{er} adulte = 1), (2^{ième} adulte et suivant = 0,8), (Enfant 0-6 ans = 0,4) (Enfant 7-15 ans = 0,5) (Enfant 16-17 ans = 0,8).

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

2.2 Les dépenses totales

Il faut cependant examiner les dépenses totales des ménages pour avoir une vue d'ensemble plus juste de leur niveau de vie.

Les dépenses totales moyennes par unité de consommation ont augmenté de 46 % entre 1969 et 2000 dans les ménages comptant au moins deux personnes (tableau 2.4 et graphique 2.1), une hausse un peu inférieure à celle des revenus par u.c. Mais cette croissance moyenne peut être trompeuse à cause des changements survenus dans la composition des ménages au cours de la période étudiée. Le nombre de couples sans enfant présent ainsi que le nombre de familles monoparentales ayant augmenté plus vite que le nombre de ménages, la moyenne des dépenses des ménages s'en trouve affectée à la baisse.

Tableau 2.4
Dépenses totales et dépenses par u.c. des ménages de deux personnes et plus en dollars constants (2000) et en indice, Canada, 1969-2000

Année	Dépenses totales		Dépenses totales par u.c.	
	(\$2000)	Indice	(\$2000)	Indice
1969	37 989	100	14 498	100
1978	45 426	120	18 017	124
1982	43 036	113	17 977	124
1986	47 298	125	18 895	130
1992	45 720	120	19 248	133
1996	45 212	119	18 992	131
1997	45 780	121	19 577	135
1998	46 594	123	19 998	138
1999	48 231	127	20 960	145
2000	48 577	128	21 142	146

Note : L'échelle d'équivalence adoptée est la suivante : (1^{er} adulte = 1), (2^{ième} adulte et suivant = 0,8), (Enfant 0-6 ans = 0,4) (Enfant 7-15 ans = 0,5) (Enfant 16-17 ans = 0,8).

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

Il faut souligner l'existence d'un paradoxe de type toquevillien pour expliquer ces données. Il est indéniable qu'il y a eu une hausse du pouvoir d'achat et du niveau de vie mesuré par divers indicateurs depuis le début des années soixante. Par ailleurs, l'avènement de la société de consommation a rendu possible la vie en plus petite unité, y compris le mode de vie en solitaire, peu fréquent avant les années 1960³. Ces deux tendances combinées ont amené davantage de personnes à s'établir dans des ménages de plus petite taille, ce qui n'est pas étranger à la diminution des revenus moyens ou des dépenses totales les caractérisant.

Nous avons distingué quatre types de ménages afin de neutraliser l'effet de la composition de ces derniers (tableau 2.5). Les couples avec enfant(s) présent(s) ont connu la plus forte hausse de dépenses par u.c. en trente ans. Les familles monoparentales ont manifestement un niveau de vie plus bas que celui des autres types de ménages, mais leur situation s'est améliorée dans les dernières années du XX^e siècle, notamment à cause des politiques gouvernementales qui ont ciblé ces dernières dans leurs interventions. Le portrait est cependant différent si l'on prend l'année 1978 comme référence. Entre 1978 et 2000, les dépenses totales par u.c. des personnes seules augmentent peu (+5,2 %). Il en va différemment pour les familles avec enfants dont les dépenses totales augmentent moins vite cependant (+20,3 %) que celles des couples sans enfant présent (+25,8 %).

Les dépenses totales par u.c. sont inégalement réparties selon les groupes d'âge (tableau 2.6). Elles atteignent leur maximum dans le groupe d'âge 50-54 ans dans l'enquête de 2000 alors que ce maximum était atteint plus tardivement dans les enquêtes des années 1970. La croissance des dépenses moyennes par u.c. a cependant été fort inégale d'un groupe d'âge à l'autre depuis 1978. Nous avons retenu cette année d'enquête plutôt que la précédente (1969) afin de tenir compte de l'impact de la croissance du double revenu. On voit nettement que les jeunes ménages n'ont pas réussi à augmenter leurs dépenses par u.c. au même rythme que les autres entre 1978 et 2000, un aspect qui retiendra notre attention dans la suite des analyses. La ligne de partage se situe autour de quarante ans.

³ Ce point a été développé plus avant dans Langlois 2002b. (Voir aussi les travaux de R. Rochefort 1995).

Tableau 2.5

**Dépenses totales par unité de consommation et écart depuis 1969 et 1978
selon le type de ménages et l'âge de la personne de référence
en dollars constants (2000), Canada, 1969-2000**

Année	Ménages				Ménages de deux personnes et plus	
	Personnes seules	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Famille monoparentale	25-39 ans	40-59 ans
1969	16 656	16 118	13 833	12 723	15 517	14 333
1978	22 013	19 425	17 041	14 539	19 740	17 809
1986	22 414	20 526	18 193	15 453	19 031	19 910
1992	22 680	20 765	18 322	17 133	19 537	20 398
2000	23 150	22 491	20 501	18 522	20 881	22 749
Écart						
(2000-1969)	39,0 %	39,5 %	48,2 %	45,6 %	34,6 %	58,7 %
(2000-1978)	5,2 %	25,8 %	20,3 %	27,4 %	5,8 %	27,7 %

Note : L'échelle d'équivalence adoptée est la suivante : (1^{er} adulte = 1), (2^{ième} adulte et suivant = 0,8), (Enfant 0-6 ans = 0,4) (Enfant 7-15 ans = 0,5) (Enfant 16-17 ans = 0,8).

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

Tableau 2.6

**Dépenses moyennes par unité de consommation,
ménages de deux personnes et plus, dollars constants (2000)
selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000**

Année	1969	1978	1986	1996	2000
25-29	17 457	20 787	18 988	20 076	21 098
30-34	15 114	19 784	19 073	18 940	21 328
35-39	14 100	18 649	18 855	18 702	20 360
40-44	13 790	16 895	18 350	18 705	20 392
45-49	14 498	17 275	20 261	20 387	22 304
50-54	14 449	18 259	20 318	21 445	24 784
55-59	14 740	19 040	19 634	21 224	24 227
60-64	14 522	16 983	18 154	18 463	21 916
65-69	12 553	14 765	17 176	17 245	18 816
70-74	11 175	12 678	15 640	16 140	15 967

Note : L'échelle d'équivalence adoptée est la suivante : (1^{er} adulte = 1), (2^{ième} adulte et suivant = 0,8), (Enfant 0-6 ans = 0,4) (Enfant 7-15 ans = 0,5) (Enfant 16-17 ans = 0,8).

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

Mais cet effet d'âge subit d'importantes transformations d'une génération à une autre et il ne doit pas être pris pour acquis de manière uniforme ou constante. Nous verrons plus loin que le profil longitudinal par âge diffère du profil observé en coupe transversale. L'âge ne joue pas de la même façon dans les générations qui se suivent car les dépenses moyennes par u.c. ont tendance à augmenter dans les ménages plus âgés des générations récentes par rapport aux plus anciennes.

2.3 Redistribution des revenus

La présentation de l'évolution des revenus et des dépenses totales serait incomplète sans un bref examen de la redistribution, un aspect important pour comprendre la structure des besoins révélée par les budgets des ménages qui sera présentée plus loin.

Le Canada a mis en place un État providence qui le distingue nettement de son voisin du sud, les États-Unis, et il se rapproche davantage des états européens sur ce plan. Deux indicateurs montrent clairement que les mécanismes qui assurent la redistribution des revenus continuent de fonctionner dans le contexte économique difficile des années 1990 et surtout, dans le contexte d'une remise en question idéologique des orientations de l'État providence au Canada comme dans plusieurs pays développés. Les débats ont été – et sont encore – très vifs sur ce sujet.

Le premier indicateur retenu est le coefficient de GINI (tableau 2.7). On voit clairement à l'examen des données que les revenus de marché sont de plus en plus inégalement répartis car le coefficient ne cesse d'augmenter depuis 1989. Ce n'est pas la thèse de la *macdonalisation* du travail qui explique cette tendance, car des chercheurs canadiens ont montré qu'il y avait croissance des inégalités de revenus au sein des différents secteurs d'emploi et non pas croissance des inégalités entre les secteurs eux-mêmes.

« Toutes les études canadiennes et américaines sur la restructuration de l'emploi font état de pertes d'emplois. Les gains résultent avant tout de la redistribution des emplois entre entreprises d'un même secteur industriel plutôt qu'entre secteurs industriels [...] Les conséquences de la restructuration risquent d'être encore plus graves que ne l'avaient envisagé les théoriciens de la désindustrialisation. Comme la restructuration se déroule entre les firmes et à l'intérieur des industries, la distribution des salaires et des gains se polarise *au sein même* de chaque secteur industriel et au sein des professions, c'est-à-dire dans toute l'économie » (Myles *et al.*, 1993 : 174).

L'apparition d'une rente à l'éducation et l'avènement d'inégalités entre générations et groupes d'âge expliquent aussi cette croissance des inégalités des revenus de marché (Morissette 1995).

Les paiements de transfert aux individus (allocations familiales, allocation vicillesse, assurance chômage, etc.) contribuent à réduire très nettement les inégalités observées sur le marché (2^e colonne du tableau 2.7). Il en va de même pour la seconde mesure de redistribution, l'impôt sur le revenu des particuliers, qui a pour effet de réduire les inégalités à chacune des années.

Tableau 2.7

**Coefficients de GINI, ménages de deux personnes et plus
selon différentes mesures du revenu, Canada, 1980-2000**

Année	Revenu du marché (1)	Revenu total (2)	Ratio 2/1 (3)	Revenu après-impôt (4)	Ratio 4/2 (5)
1980	0,371	0,319	0,86	0,291	0,91
1981	0,370	0,317	0,86	0,290	0,91
1982	0,390	0,325	0,83	0,294	0,90
1983	0,403	0,333	0,83	0,301	0,90
1984	0,404	0,332	0,82	0,300	0,90
1985	0,399	0,329	0,82	0,297	0,90
1986	0,400	0,330	0,83	0,298	0,90
1987	0,399	0,330	0,83	0,296	0,90
1988	0,396	0,327	0,83	0,290	0,89
1989	0,393	0,327	0,83	0,290	0,89
1990	0,401	0,329	0,82	0,290	0,88
1991	0,417	0,336	0,81	0,296	0,88
1992	0,421	0,334	0,79	0,293	0,88
1993	0,427	0,337	0,79	0,296	0,88
1994	0,422	0,333	0,79	0,291	0,87
1995	0,425	0,339	0,80	0,296	0,87
1996	0,431	0,346	0,80	0,304	0,88
1997	0,436	0,353	0,81	0,311	0,88
1998	0,435	0,356	0,82	0,313	0,88
1999	0,424	0,349	0,82	0,308	0,88
2000	0,424	0,354	0,83	0,314	0,89

Source : Statistique Canada, *Le Revenu au Canada*, Ottawa, cat. 75-202, calculs de l'auteur.

Malgré leur effet très net, les deux grandes mesures de redistribution mises en place par l'État providence ne parviennent cependant plus à contrer l'augmentation tendancielle des inégalités caractérisant les revenus de marché. Comme celles-ci sont maintenant plus accentuées, elles apparaissent aussi en hausse dans l'examen du revenu disponible des ménages au cours des années 1990 (4^e colonne du tableau 2.7).

Le second indicateur retenu est le rapport inter déciles (D1/D9). Cette statistique confirme les observations faites plus haut (tableau 2.8). L'intérêt de ce tableau est de montrer cependant que les revenus par unité de consommation sont encore moins inégaux que les autres types de revenus et que la tendance à une réduction sur le long terme reste présente.

Tableau 2.8

Rapport inter déciles (D1/D9) pour l'ensemble des ménages et les ménages comptant deux personnes ou plus selon différents types de revenus, Canada, 1969-2000

Ensemble									
Types de revenus	1969	1982	1986	1992	1996	1997	1998	1999	2000
Revenus du marché	0,171	0,122	0,125	0,106	0,120	0,102	0,098	0,094	0,100
Revenus après impôts	0,153	0,154	0,148	0,147	0,141	0,128	0,133	0,127	0,127
Revenus nets	0,178	0,192	0,184	0,186	0,181	0,169	0,165	0,160	0,161
Revenus disponibles par unité	0,241	0,251	0,262	0,259	0,250	0,237	0,231	0,230	0,233

Ménages de deux personnes ou plus

Revenus du marché	0,195	0,127	0,135	0,114	0,127	0,121	0,120	0,112	0,118
Revenus après impôts	0,209	0,212	0,204	0,199	0,193	0,180	0,190	0,179	0,181
Revenus nets	0,245	0,264	0,250	0,251	0,245	0,231	0,229	0,225	0,223
Revenus disponibles par unité	0,2536	0,2745	0,278	0,281	0,265	0,251	0,251	0,245	0,248

Source : Microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

2.4 Polarisation sociale

Un vif débat a animé la société canadienne (et la société québécoise) vers la fin des années 1980 autour du déclin appréhendé de la classe moyenne, une question qui a été reformulée par la suite en terme de polarisation sociale. Des chercheurs avaient en effet noté qu'il y avait moins de travailleurs salariés (au sens large) et de personnes autonomes au centre de la distribution lorsqu'on observait l'évolution des effectifs sur une dizaine d'années dans les diverses catégories de revenus maintenues en dollars constants. Par polarisation sociale, on entend le phénomène de rétrécissement du centre en proportion de l'ensemble de la population et non pas la diminution du revenu relatif des personnes ou des ménages qui s'y trouvent.

Le concept de polarisation a été l'un des apports les plus importants à l'étude de la stratification sociale durant les années 1980 et 1990. M. Wolfson (1993) pense toutefois que les chercheurs ne choisissent pas toujours les meilleures méthodes pour illustrer le déclin de la classe moyenne ; le revenu personnel, en particulier, ne convient pas à cette démonstration, et la confusion entoure les concepts d'inégalité et de polarisation. Ce chercheur a donc créé avec Foster une nouvelle mesure de la polarisation – l'indice P de Foster-Wolfson – basée sur la courbe de Lorentz en considérant les ménages comme des unités statistiques, mais sans tenir compte des changements structuraux caractérisant la stratification de la société. La proportion d'unités ou d'individus située entre 0,75 et 1,50 par rapport à la médiane est aussi, malgré son caractère fruste, une mesure satisfaisante de la polarisation qui donne un résultat comparable à celui de l'indice P.

Les études sur les revenus individuels montrent clairement l'existence d'une polarisation ou d'un déclin de la proportion des individus, femmes ou hommes, qui se retrouvent au centre de la distribution entre 1974 et 1995 tant au Canada qu'aux États-Unis. Mais le portrait est tout à fait différent lorsqu'on prend le ménage comme unité d'analyse et lorsqu'on considère les revenus disponibles (après impôts directs). Cette fois, la thèse du déclin de la classe moyenne, du moins en termes de revenu, ne se vérifie pas au Canada pour la période étudiée. « Une fois ajustée en fonction de la taille et de la composition, la polarisation du revenu des familles a régressé au Canada entre 1985 et 1995, mais elle a augmenté au cours des deux décennies aux États-Unis » (Wolfson et Murphy 1999 : 21). La polarisation apparaît en effet plus marquée

aux États-Unis qu'au Canada, les indices P passant de 0,272 à 0,264 au Canada entre 1985 et 1995, contre 0,304 et 0,350 dans la société américaine au cours de la même période (plus l'indice P est élevé, plus marquée est la polarisation sociale).

Qu'en est-il de la polarisation sociale au Canada depuis 1995 ?

Nous emploierons l'approche par la médiane dans la présente recherche en prenant le ménage comme unité d'analyse (tableau 2.9). Ainsi, 46,7 % des ménages comptant deux membres ou plus se retrouvaient au centre de la distribution des revenus bruts en 1969 – soit entre 75 % et 150 % de la médiane – et cette proportion diminue à 33,5 % seulement en 2000, soit une importante régression qui va dans le sens de l'hypothèse de la polarisation sociale, la part des ménages pauvres et riches augmentant. À s'en tenir au seul examen des revenus de marché, la société canadienne serait donc caractérisée par une régression de la classe moyenne ou par une forte polarisation sociale. Ce diagnostic doit cependant être nuancé.

Tableau 2.9

Proportion de ménages dans trois classes en proportion du revenu médian selon différentes mesures de revenu, ménages de deux personnes ou plus, Canada, 1969-2000

	% du revenu médian	Revenu brut	Revenu disponible	Revenu disponible par unité de consommation
1969	< 75 %	32,3	28,6	29,8
	75 % - 150 %	46,7	53,5	49,6
	> 150 %	21,1	17,8	20,7
1978	< 75 %	-	28,4	27,9
	75 % - 150 %	-	54,6	52,8
	> 150 %	-	16,9	19,3
1986	< 75 %	37,0	30,5	29,3
	75 % - 150 %	37,5	50,4	51,6
	> 150 %	25,4	19,1	19,1
1992	< 75 %	37,7	30,5	27,1
	75 % - 150 %	35,3	48,4	52,1
	> 150 %	27,0	21,1	20,7
2000	< 75 %	38,3	32,1	30,2
	75 % - 150 %	33,5	46,3	46,9
	> 150 %	28,2	21,6	22,9

Source : Microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

La polarisation sociale est atténuée pas les politiques de redistribution des revenus (transferts et impôts sur les revenus), et elle est encore moins marquée lorsqu'on considère les revenus disponibles par u.c. (3^e colonne du tableau 2.9). Nous reproduisons un résultat comparable à celui de Wolfson et Murphy, du moins pour la même période qu'ils ont analysée, soit jusqu'en 1995. Mais les choses changent après cette date.

L'examen des données de l'année 2000 indique en effet que l'hypothèse de la polarisation de la société canadienne n'est plus à rejeter de manière aussi nette au tournant du siècle malgré l'intervention de l'État providence. Si ce constat est juste, l'analyse révélerait en d'autres termes l'apparition d'une nouvelle tendance sociale déjà bien observable aux États-Unis, mais aussi en France ces dernières années.

Une étude récente faite sur données françaises (enquêtes BDF) par Damien Échevin et Antoine Parent (2002) confirme l'existence d'une polarisation sociale nettement observable en France. Au total, l'indicateur de Foster-Wolfson a augmenté de 10 % entre 1989 et 1995 en France, et de 2 % entre 1995 et 2000, ce qui indique un mouvement à la hausse de la polarisation des revenus salariaux des ménages français. Ce phénomène est récent en France car il caractérise les années 1990. Mais comme dans le cas du Canada, «cette tendance à une polarisation accrue est néanmoins contrariée par les traits du système de transfert français» notent les auteurs de l'étude (Échevin et Parent, 2002, p. 18). La polarisation diminue nettement lorsqu'on considère les revenus après impôts et après transferts. Ce résultat est important, car il montre que le système de redistribution continue à être efficace au Canada et en France lorsqu'on compare les données de ces deux pays à celles des États-Unis par exemple.

Mais l'étude des deux chercheurs français indiquent que la polarisation sociale des revenus familiaux après impôts par u.c. aurait cependant eu tendance à augmenter en France dans la première moitié des années 1990 (l'indice P passant de 0,226 à 0,249), comme c'est le cas au Canada au tournant de l'an 2000. Mais cela tiendrait davantage à des facteurs sociologiques qu'à des facteurs proprement économiques. *C'est le poids relatif des sous-groupes qui change dans le temps bien davantage que l'écart des revenus moyens entre les groupes.* Il y a plus de ménages monoparentaux, de ménages retraités et de personnes vivant seules, par exemple, et comme ces ménages ont généralement des revenus moindres, cela affecte les indices de

polarisation de Foster-Wolfson. «Le renforcement de la polarisation entre groupes tient moins à l'approfondissement des écarts de revenus moyens entre groupes qu'à la déformation des poids relatifs des sous-groupes» (Échevin et Parent 2002, p. 21). Une étude sur données québécoises et canadiennes en cours faite par S. Langlois va dans le même sens : les changements caractérisant les modes de vie familiaux et non familiaux sont nettement associés à l'émergence du phénomène de polarisation.

Il devient donc évident que l'étude de l'évolution des niveaux de vie dans le temps – tout comme l'étude des changements dans les structures de la consommation – doit tenir compte de trois composantes qui interagissent entre elles de manière complexe : l'économie de marché, l'action de l'État-providence et la composition des ménages.

III

Évolution temporelle de la structure des besoins, 1969-2000

Lorsque le revenu discrétionnaire des ménages augmente, ces derniers peuvent satisfaire de nouveaux besoins, ce qui soulève d'intéressantes questions sociologiques : 1) quels besoins nouveaux apparaissent lorsque les dépenses pour les besoins de première nécessité sont satisfaits ; 2) peut-on parler de convergence des besoins dans le temps entre classes sociales ou entre classes socio-économiques différentes ; 3) ou encore, y a-t-il convergence entre générations qui se succèdent ? Quelques pistes de réponses seront apportées à ces questions dans ce chapitre et les deux suivants. Nous commencerons d'abord par étudier l'évolution temporelle des besoins.

3.1 Les fonctions de consommation retenues

Dix fonctions de consommation ont été retenues : l'alimentation (qui comprend les repas pris à l'extérieur du foyer), le logement (incluant la résidence secondaire), le transport (public et privé), les loisirs (y compris les biens durables servant aux loisirs), l'habillement, l'équipement du foyer, la protection (assurances et cotisations d'employés), la santé, l'hygiène et les soins personnels (trois types de dépenses réunies en une seule fonction), l'éducation (incluant les dépenses de garde d'enfants) et enfin les dépenses diverses.

Ces fonctions de consommation ne comprennent pas l'autoconsommation de biens et services non marchands produits dans la sphère domestique comme les soins aux personnes, la garde des enfants, la production d'aliments, autant de biens et services

qui peuvent évidemment contribuer au bien-être des membres des ménages. Ces fonctions ne prennent pas non plus en compte les biens et services dont les coûts sont directement assumés par l'État, comme les logements subventionnés, les médicaments gratuits des personnes âgées de plus de 65 ans (au Québec du moins) ou des bénéficiaires de l'aide de dernier recours (assistés sociaux), les transports publics à tarifs réduits, etc.

Les dépenses de santé posent un problème particulier pour l'étude des évolutions temporelles sur longue période parce que leur couverture ou leur prise en charge varie dans le temps. L'État est en effet intervenu au cours de la période retenue dans la présente recherche afin de couvrir des dépenses qui étaient auparavant à la charge des seuls ménages. De nouveaux programmes ont été peu à peu mis en place depuis 1969, première année prise en considération dans ce rapport, qui sont financés par des impôts dont le poids pèse plus lourd dans les budgets comme on l'a vu plus haut. Par ailleurs, les citoyens canadiens n'ont pas à payer directement les honoraires de médecins ni les frais d'hospitalisation (sauf le coût des chambres privées et d'autres services limités), mais ils doivent assumer eux-mêmes les honoraires versés à certains spécialistes comme les dentistes ou les opticiens. Les médicaments ne sont généralement pas pris en charge par l'État, sauf pour les assistés sociaux et les personnes âgées. Le Québec a mis en place un système de couverture universelle des coûts des médicaments qui implique cependant que les individus doivent en assumer une partie. Un système d'assurances privées, dont le coût est défrayé selon des proportions variables par les employés et leurs employeurs, couvre la plupart des frais non pris en charge par l'État, mais seulement la moitié des ménages y ont accès. Ces dépenses apparaissent dans la fonction protection identifiée plus haut.

Il y a eu au début des années 1990 une importante réforme de la taxation indirecte avec l'introduction de la taxe sur les produits et services (T.P.S. fédérale) et avec la hausse des taxes de vente dans certaines provinces (la T.V.Q. au Québec, par exemple). La T.P.S. fédérale a un taux uniforme de 7 % dans tout le Canada mais le niveau de la taxe provinciale varie d'une province à l'autre. Il va de 0 % en Alberta (la province est riche en pétrole et elle ne taxe pas directement ses citoyens) jusqu'à 7,5 % au Québec. Les enquêtes budgétaires incluent les taxes à la consommation dans

les dépenses des ménages et celles-ci sont considérées comme faisant parti du coût du produit consommé, du besoin satisfait.

Certaines modifications dans le classement des dépenses sont intervenues dans les enquêtes EDM à partir de l'année 1997. Dans ces enquêtes, les paiements d'intérêts ne sont plus séparés des remboursements sur le capital et ils sont inclus dans le poste logement, alors que le remboursement du capital sur l'hypothèque était considéré comme une épargne jusqu'en 1996. Par contre les paiements hypothécaires réguliers (capital et intérêts) pour la maison de villégiature sont inclus dans l'épargne (ou les flux monétaires) dans l'enquête EDM. Une partie de l'augmentation de la dépense pour le logement observable en 1999 peut être due à ce changement.

Les impôts sur le revenu sont considérés dans ces enquêtes comme un poste de dépenses parmi les autres. Nous avons choisi de les exclure de nos analyses afin de ne retenir que les dépenses qui dépendent de l'arbitrage des membres des ménages. Nous nous attacherons donc à l'étude de la structure des *dépenses totales* excluant les impôts directs sur les revenus mais incluant les taxes indirectes et les cotisations sociales obligatoires (cotisations à l'assurance emploi, cotisation de l'employé au régime public de rentes, cotisations aux régimes privés de retraites, etc.).

Coefficients budgétaires et coefficients d'effort sont souvent employés comme synonymes pour désigner la part des dépenses exprimée en pourcentage ; la notion de coefficient d'effort caractérise les proportions calculées sur un total qui inclut les impôts directs considérés comme une dépense et la notion de coefficient budgétaire caractérise empiriquement la structure des dépenses de consommation sans prendre en compte l'impôt direct. Ce sont les coefficients budgétaires qui vont retenir notre attention afin de caractériser la consommation marchande. Les coefficients sont calculés directement sur micro données et ils ne sont donc pas estimés à partir des dépenses moyennes par fonctions publiées par Statistique Canada, comme c'est le cas dans plusieurs analyses secondaires menées à partir des publications officielles de l'organisme statistique canadien.

3.2 La structure des besoins

Le tableau 3.1 présente la distribution des coefficients budgétaires pour chacune des dix fonctions retenues au cours de la période étudiée, donnant ainsi une vue d'ensemble de l'évolution de la structure moyenne des dépenses pondérées des unités de consommation (ménages) comptant au moins deux personnes. Nous avons choisi de considérer à part les ménages formés d'une personne seule car leur consommation est trop différente pour être incluse dans la même analyse, même si les données sont pondérées pour tenir compte de la composition des ménages. Le tableau 3.2 donne la structure des dépenses par quintiles de revenus disponibles par u.c.

Nous proposons d'étudier deux types de diffusion des besoins. L'examen des données transversales permet de caractériser la *diffusion sociale* des types de consommation, c'est-à-dire quels sont les types de consommation qui sont en régression ou en augmentation dans la structure des dépenses à mesure que le revenu s'élève. L'examen de la structure des dépenses moyennes dans les différentes enquêtes permet quant à elle de dégager la *diffusion temporelle* des besoins.

Depuis les toutes premières enquêtes sur les dépenses des ménages, l'alimentation a toujours été la fonction de consommation la plus importante, occupant le premier rang dans la hiérarchie des besoins des ménages, tant au Canada que dans les autres pays développés (voir Brown 1994 pour les États-Unis, Herpin et Verger 2000 pour la France, par exemple). Il en était de même en 1969, les ménages dépensant plus du quart de leur budget à se nourrir cette année-là (26,6 %). Mais l'importance de cette fonction ne cesse de diminuer dans la structure des besoins au fil des années. L'examen de la situation canadienne révèle que la diminution du poids de l'alimentation s'est poursuivie jusqu'à la fin du XX^e siècle, la part du budget des ménages tombant à 17,6 % de l'ensemble des dépenses pondérées par u.c. en l'an 2000, ce qui représente une régression considérable qui a eu pour conséquence de favoriser l'augmentation marquée de la marge de manœuvre des ménages pour satisfaire de nouveaux besoins.

Tableau 3.1
Répartition en % (coeff.) des dépenses pondérées
par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus
selon le poste de dépenses, Canada, 1969-2000

Poste	1969	1978	1982	1986	1992	1996	1997	1998	1999	2000
Alimentation	26,6	24,5	23,1	21,4	19,1	18,7	18,0	17,8	17,8	17,6
Logement	20,4	22,1	23,9	22,9	25,3	25,9	28,3	27,8	27,6	27,1
Transport	12,7	14,5	14,1	15,2	14,2	14,6	15,2	15,0	15,5	16,2
Loisirs	7,4	7,9	7,7	8,7	9,3	9,4	9,8	10,1	9,5	9,5
Habillement	10,4	8,3	7,6	7,7	6,3	5,5	5,7	5,5	5,6	5,5
Équipement	5,8	6,8	5,9	6,1	5,6	5,5	5,8	5,9	5,8	6,0
Protection	6,2	5,7	5,9	6,1	7,0	7,6	7,5	7,6	7,4	7,5
Santé	5,1	3,5	3,9	4,1	4,3	3,5	3,1	3,9	4,0	4,1
Éducation	1,3	1,3	1,5	1,8	2,0	2,4	2,7	2,6	2,8	2,8
Divers	4,2	5,3	6,3	6,1	6,9	6,8	3,9	3,8	3,9	3,7
Total %	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
\$ courants	2 990	7 207	11 405	13 229	17 400	19 033	19 125	19 743	20 694	21 807
N (personnes)	35 530	19 931	21 267	20 480	17 731	19 152	32 709	27 658	30 334	25 640
(ménages)	12 711	7 571	8 519	7 921	7 267	7 839	13 601	11 569	12 852	10 886

Source : Microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

Tableau 3.2

Répartition en % des dépenses pondérées par unité de consommation, ménages de deux personnes et plus selon le quintile de revenu disponible par unité de consommation, Canada, 1969-2000

Poste	1 ^{er} quintile	2 ^{ième} quintile	3 ^{ième} quintile	4 ^{ième} quintile	5 ^{ième} quintile
Alimentation	33,9	28,1	25,3	23,0	20,2
Logement	20,9	20,2	20,4	20,2	20,1
Transport	9,6	12,3	13,6	14,2	14,8
Loisirs	6,2	7,4	7,4	7,8	8,3
Habillement	10,6	10,5	10,2	10,3	10,2
Équipement	5,2	5,5	5,9	6,2	6,5
Protection	3,8	5,8	6,7	7,3	8,2
Santé	5,5	5,3	5,0	4,8	4,5
Éducation	1,0	1,1	1,3	1,7	1,6
Divers	3,2	3,9	4,1	4,5	5,7
Total %	100	100	100	100	100

1978					
Poste	1 ^{er} quintile	2 ^{ième} quintile	3 ^{ième} quintile	4 ^{ième} quintile	5 ^{ième} quintile
Alimentation	30,2	25,8	23,4	21,9	19,9
Logement	23,7	22,2	21,7	21,4	21,1
Transport	12,2	14,4	15,1	15,5	15,5
Loisirs	6,8	7,3	8,2	8,6	8,9
Habillement	8,1	8,2	8,4	8,5	8,6
Équipement	6,6	6,7	6,7	6,9	7,3
Protection	3,4	5,3	6,4	6,5	7,7
Santé	3,8	3,6	3,5	3,4	3,2
Éducation	0,8	1,3	1,5	1,6	1,3
Divers	4,4	5,3	5,1	5,7	6,5
Total %	100	100	100	100	100

1986					
Poste	1 ^{er} quintile	2 ^{ième} quintile	3 ^{ième} quintile	4 ^{ième} quintile	5 ^{ième} quintile
Alimentation	25,9	22,5	20,9	19,2	17,6
Logement	26,5	23,6	22,0	21,4	20,6
Transport	12,7	14,9	16,0	15,9	16,8
Loisirs	8,2	8,6	8,5	8,9	9,2
Habillement	6,9	7,2	7,8	8,3	8,4
Équipement	5,9	6,2	5,9	6,1	6,4
Protection	3,4	5,6	6,7	7,4	7,7
Santé	4,7	4,2	4,1	3,9	3,5
Éducation	1,3	1,6	2,0	2,2	1,8
Divers	4,4	5,7	6,1	6,7	8,0
Total %	100	100	100	100	100

2000					
Poste	1 ^{er} quintile	2 ^{ième} quintile	3 ^{ième} quintile	4 ^{ième} quintile	5 ^{ième} quintile
Alimentation	21,8	18,8	16,8	15,8	14,2
Logement	30,7	27,6	26,2	26,0	24,9
Transport	13,3	16,0	17,3	17,1	17,5
Loisirs	9,1	9,5	9,6	9,6	10,0
Habillement	5,2	5,2	5,5	5,6	6,1
Équipement	6,2	5,7	5,8	5,9	6,3
Protection	4,1	6,6	7,9	9,1	9,8
Santé	4,5	4,4	4,1	3,9	3,5
Éducation	2,7	2,9	3,2	2,7	2,6
Divers	2,3	3,2	3,6	4,3	5,0
Total %	100	100	100	100	100

Source : Microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

Les ménages de toutes les classes de revenu disposent à la fin de la période examinée d'une plus grande marge de manœuvre leur permettant d'augmenter leur consommation discrétionnaire. On notera la diminution importante du coefficient budgétaire consacré à l'alimentation chez les ménages en trente ans dans le premier quintile de revenu, ce qui indique une amélioration de leur situation socio-économique, principalement au cours des années 1970 et 1980. Ce résultat va dans le sens d'une diminution des inégalités économiques notée plus haut.

Le lien entre revenu et coefficient budgétaire pour l'alimentation se vérifie au plan transversal dans diverses enquêtes, soit celles de 1969, 1978, 1986 et 2000, et il faut souligner le parallèle entre les évolutions temporelles et transversales pour cette fonction : le coefficient diminue dans le temps et aussi à mesure que le revenu s'élève.

Les dépenses relatives au logement ont marqué plus que toute autre fonction de consommation la structure des besoins qui transparaît dans les budgets de famille. Elles passent de 20,4 % de l'ensemble en 1969 à 27,1 % en 2000, ce qui représente une hausse considérable en une trentaine d'années. Plusieurs facteurs sont en cause pour expliquer cette évolution, depuis la hausse de la proportion de propriétaires, l'augmentation des dépenses réelles encourues à la suite d'une amélioration de la qualité des logements et des maisons (maisons plus grandes et plus luxueuses, logements de plus grand confort), mais aussi parce que l'inflation est plus marquée dans ce secteur de l'économie entraînant une hausse des coûts réels, sans oublier les fluctuations des taux hypothécaires qui ont été importantes durant la période. À cela s'ajoute la hausse des charges, soit les taxes foncières (municipales et scolaires) ainsi que les autres droits de services (taxe d'eau, par exemple) qui ont contribué à cette croissance de la proportion du budget consacrée à cette fonction. Pour la première fois en un siècle d'enquêtes budgétaires, la fonction habitation a occupé, au tournant des années 1980, le premier rang dans la structure des besoins des ménages, devant la fonction alimentation. L'écart entre les deux plus importants coefficients budgétaires s'agrandit même, ce qui implique que la fonction habitation est en passe de remplacer celle de l'alimentation comme indicateur de niveau de vie, une remarque qui, si elle est juste, a d'importantes implications pour les politiques publiques.

L'examen des données transversales révèle cependant une relation différente entre le revenu disponible et les dépenses pour l'habitation, car le poids de la fonction logement augmente en importance de façon plus considérable dans le budget des ménages ayant les revenus les plus bas. *Une importante divergence apparaît donc entre évolution temporelle et évolution sur le plan transversal.* Cette fonction budgétaire représentait environ 20 % des dépenses dans les cinq quintiles de revenu en 1969, soit une remarquable convergence sur le plan transversal, mais celle-ci s'est estompée au fil des ans et les différences dans les coefficients d'effort sont devenues considérables en 2000, année au cours de laquelle les ménages du quintile inférieur ont dû affecter en moyenne 30,7 % de leur budget au logement contre 24,9 % dans le quintile supérieur. Ce résultat est important car il marque une détérioration de la situation des ménages situés au bas de l'échelle des statuts socioéconomiques, qui doivent consacrer plus de ressources budgétaires à se loger. Ce résultat indique aussi que l'augmentation de la proportion des dépenses totales consacrées à la fonction logement empêchera la structure de la consommation des ménages les moins favorisés de se rapprocher de la structure observée chez les ménages les plus riches, un résultat qui a été confirmé par une analyse économétrique publiée ailleurs (Gardes, Gaubert et Langlois 2000).

Les ménages les plus fortunés consacrent une part nettement moindre de leur budget au poste logement des années 1980 aux années 2000, tout comme c'est le cas pour la fonction alimentation, ce qui signifie qu'ils pourront consacrer davantage de ressources aux biens de luxe, comme on le verra plus loin.

L'écart s'est creusé entre les fonctions de consommation alimentation et logement dans le dernier tiers du XX^e siècle, et l'examen de la structure des besoins dans le quintile supérieur de revenu dans l'enquête menée en 2000 donne à penser que cette différence pourra continuer à s'agrandir dans les années à venir puisque la part des dépenses pour l'alimentation y a glissé au troisième rang.

La fonction transport est troisième en importance dans les budgets familiaux. Elle a acquis cette place à la suite d'une croissance rapide observée avant les années 1960 et, dans une moindre mesure, dans les années 1980 et 1990. Le poids de cette fonction de consommation continue d'augmenter au total dans la consommation moyenne des ménages et la part qui va aux transports dépasse maintenant les 16 %, se

rapprochant de celle de l'alimentation. Sur le plan transversal, la proportion du budget que représentent les dépenses en transport croit aussi en fonction du revenu disponible par unité, venant largement au deuxième rang dans la structure des besoins des ménages les plus riches. Contrairement à ce qui se passe pour le logement, il y a donc convergence entre les évolutions temporelle et transversale pour cette fonction devenue fort importante au fil des ans.

Les dépenses pour le transport s'imposent comme norme de consommation. Le troisième rang dans la structure des besoins des ménages signifie que la mobilité des individus est devenue un aspect essentiel des genres de vie dans le monde contemporain (Scardigli, 1983). Les lieux physiques et les espaces dans lesquels prend place la vie quotidienne et les lieux dans lesquels s'inscrivent les activités de loisirs et de sociabilité, sans oublier les lieux de travail, sont maintenant séparés. L'automobile sert – le plus souvent de préférence aux transports en commun – de trait d'union entre ces différents milieux. On ne peut plus vivre sans avoir à encourir des frais de transport importants et ceux-ci sont devenus essentiels dans la vie des individus. Comme le transport se fait le plus souvent en automobile, la possession de cette dernière apparaît maintenant comme un besoin aussi fondamental que l'alimentation, le logement ou l'habillement. À signaler au passage que la nouvelle mesure de la pauvreté basée sur le panier de consommation développée récemment par Ressources Humaines Canada prévoit dans le budget de référence des dépenses minimum pour le transport et les déplacements. La définition du contenu du panier de consommation des ménages pauvres pose évidemment des difficultés considérables et l'examen des budgets de ménages montre qu'il est nécessaire d'inclure un minimum de dépenses en transport dans la liste de leurs besoins essentiels.

Deux fonctions de consommation sont en nette croissance sur longue période dans la structure des dépenses : les loisirs et la protection des personnes. Ces fonctions correspondent manifestement à l'apparition de nouveaux besoins que les ménages cherchent à satisfaire. Les industries culturelles se sont développées de manière considérable depuis trente ans et la marchandisation accrue observable dans la sphère des loisirs se reflète dans leurs dépenses. L'item protection quant à lui regroupe toutes les dépenses d'assurances mais aussi les dépenses de protection du revenu (assurance chômage, assurances salaires, etc.) et sa croissance est parallèle à

l'extension du salariat et en particulier à l'avènement du travail salarié des femmes depuis trente ans.

La part des dépenses pour la protection est aussi en nette croissance à mesure qu'augmente le revenu disponible par unité tant en 1969 que dans les enquêtes subséquentes. Il y a donc une convergence entre la diffusion temporelle et la diffusion sociale pour cette fonction. La part occupée par les loisirs a cependant évolué différemment, car les ménages les moins fortunés ont comblé en bonne partie au fil des ans l'écart qui les séparait des riches.

Le poste budgétaire équipement du ménage représente autour de six pour cent des dépenses pondérées des ménages, une proportion stable sur la période examinée, sauf pour l'année 1978. Les ménages les plus riches consacraient une part plus élevée de leurs dépenses à cette fonction en 1969, mais cette différence est disparue par la suite au fil des ans.

Outre l'alimentation, une seule autre fonction connaît une diminution importante dans la structure des dépenses sur le long terme : l'habillement. Les dépenses pour l'habillement, tout comme celles pour l'alimentation, ont toujours été importantes dans les budgets des ménages depuis que les enquêtes existent, mais ce sont aussi celles qui, sur longue période, décroissent le plus vite en importance relative dans les budgets des ménages en bonne partie parce que le coût réel des vêtements est à la baisse, le taux d'inflation de ce bien de consommation étant plus faible que celui des autres types de produits consommés. Quatrième poste en importance dans la structure des besoins en 1969, la fonction habillement tombe au septième rang trente ans plus tard.

Une importante divergence entre évolution temporelle et évolution sur le plan transversal – identique à celle notée plus haut dans le cas de la fonction habitation – apparaît cependant clairement dans l'examen des données sur les dépenses pour l'habillement puisque la part du budget qui lui est consacrée augmente en fonction du revenu disponible dans les enquêtes de 1986 et de l'année 2000. Les vêtements apparaissent nettement comme une dépense de luxe dans les ménages à revenus moyens et élevés.

L'évolution des dépenses en santé (incluant les soins personnels) présente deux tendances en sens inverse. On note d'abord une importante réduction durant les

années 1970 à la suite de l'implantation par l'État de plusieurs grands programmes universels qui ont permis aux ménages de diminuer leur effort budgétaire à ce poste. La part du budget des ménages consacrée à cette fonction s'est cependant élevée graduellement au fil des ans, pour atteindre 4,1 % de l'ensemble en 2000. Le désengagement partiel de l'État n'explique qu'en partie cette évolution, car c'est surtout la croissance de l'offre de nouveaux médicaments et de nouveaux services de toutes sortes en matière de soins corporels qui affecte à la hausse les dépenses et, partant, le coefficient budgétaire de cette fonction. L'examen des évolutions transversales en fonction du revenu révèle une tendance divergente puisque le coefficient budgétaire pour cette fonction diminue à mesure qu'augmente le revenu disponible des ménages.

Les dépenses en éducation (y incluses celles pour la garde des jeunes enfants) peuvent sembler faibles au total, mais il faut rappeler qu'il s'agit ici d'une moyenne calculée sur l'ensemble des ménages dont un bon nombre n'ont pas d'enfant présent. Cette proportion est évidemment plus élevée dans les familles avec enfants présents à la maison. Les frais d'éducation et de garde des enfants pèsent plus lourd dans l'ensemble des budgets des ménages au fil des ans et les écarts observés dans les différents quintiles de revenus disponibles en 1969 s'estompent par la suite puis disparaissent en 2000. L'étude détaillée de cette fonction de consommation exigerait cependant d'isoler les ménages avec enfant présent.

Le poste dépenses diverses, enfin, rassemble les items qui ne sont pas pris en compte dans les neuf fonctions précédentes (frais funéraires ou frais de notaire par exemple), et notamment les frais d'intérêt versés sur les prêts personnels. La diminution importante observée au total dans le tableau 3.2 en 1997 s'explique par un changement apporté dans l'enquête EDM qui comptabilise désormais les frais d'intérêts sur les prêts personnels dans la variation de l'actif et du passif (épargne ou endettement) au bilan des finances des ménages. Ces dépenses pèsent de plus en plus lourd dans la structure des besoins des ménages depuis les années soixante-dix et elles augmentent aussi en fonction du revenu disponible.

3.3 Diffusion sociale et diffusion temporelle

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de l'examen des données qui a été effectué dans les paragraphes précédents ?

On constate d'abord une contradiction ou divergence entre les évolutions transversales et temporelles pour deux fonctions importantes, l'habillement et le logement. Dans ces deux cas, la diffusion sociale diffère de la diffusion temporelle. Sur le plan transversal en effet, la part du budget des ménages consacrée à la fonction habitation *diminue* à mesure que la situation socio-économique des ménages s'améliore, mais cette part du budget *augmente* dans le temps pour tous les ménages, même si leur niveau de vie est en hausse en quinze ans. C'est l'inverse qui se produit pour la fonction habillement : la part de cette fonction est en augmentation à mesure que le revenu s'élève sur le plan transversal, mais elle tend à diminuer sur le plan longitudinal depuis trente ans.

Une divergence semblable se produit mais moins nettement pour deux autres fonctions de consommation, soit les dépenses pour la santé et les soins personnels d'un côté et celles pour l'éducation et la garde des enfants, de l'autre. Dans le cas de la santé, le coefficient budgétaire diminue nettement à mesure que s'élève le revenu disponible des ménages quelle que soit la période considérée, mais l'évolution temporelle est moins marquée. Les dépenses pour l'éducation marquent aussi une divergence : augmentation de la moyenne dans le temps, mais relative stabilité dans les divers quintiles de revenus disponibles dans chacune des enquêtes retenues.

Les diffusions transversale et temporelle vont cependant dans le même sens pour les autres fonctions budgétaires. Elles sont en hausse pour trois postes en forte croissance dans les budgets – soit les transports, les loisirs et la protection (assurances diverses) – tandis qu'elles régressent pour la fonction alimentation. Cela signifie que les nouveaux besoins que sont les transports – et en particulier l'automobile et les dépenses qui y sont liées – les loisirs et la protection du revenu s'imposent rapidement en parallèle à l'enrichissement des ménages et avec la montée des revenus discrétionnaires et que ces types de dépenses se diffusent dans le temps auprès de toutes les classes socioéconomiques.

Mais une analyse plus poussée sur les données a permis de dégager un résultat empirique important en continuité avec ce qui vient d'être dégagé. Les remarques qui suivent s'appuient sur une analyse publiée par Gardes, Gaubert et Langlois (2000). Quand un poste de consommation est *dynamique temporellement* (son coefficient budgétaire augmentant rapidement lorsque le revenu croît entre deux périodes), il est *plus différencié socialement qu'il ne croît temporellement*. Les exemples du transport et de la protection dans les budgets sont éloquentes sur ce point. Ce résultat signifie que l'évolution temporelle des revenus des ménages les moins nantis ne leur permet pas d'atteindre les positions acquises par les ménages les plus riches. Autrement dit, les ménages riches augmentent encore plus vite leur consommation de biens de luxe que ne le font les ménages occupant une position moins élevée.

IV

Besoins, âge et cycle de vie

Le problème social de l'équité entre les générations a été largement discuté sur la place publique canadienne au cours des années 1990. Les recherches sur l'évolution des revenus de travail et d'entreprise ont montré que les jeunes entrés sur le marché du travail durant les années 1980 et surtout durant les années 1990 avaient obtenu des rémunérations inférieures à celles des générations précédentes au même âge. Par ailleurs, l'endettement et les déficits chroniques de l'État ont soulevé des débats publics sur l'équité entre les générations, et notamment sur la capacité des régimes publics de retraite à assumer leurs responsabilités et engagements envers les générations futures. Même si les finances publiques des gouvernements fédéral et provinciaux ont été assainies depuis le milieu des années 1990 et même si le financement à long terme des retraites est maintenant assuré à la suite des réformes qui ont été apportées, la préoccupation pour l'équité intergénérationnelle est restée d'actualité.

Les analystes se sont de leur côté préoccupés d'étudier les effets de génération, non seulement parce que la question de l'équité entre générations était posée sur la place publique, mais aussi parce que la disponibilité des données d'enquêtes par panel ou d'enquêtes comparables répétées à intervalles réguliers rendait possibles de telles analyses.

La question des changements observables d'une génération à l'autre est empiriquement importante, mais elle a aussi des implications pratiques pour la société et l'économie. On sait par exemple, sur la base de données transversales, que les individus plus âgés dépensent moins pour les biens durables et épargnent davantage. Mais est-ce bien le cas pour les nouvelles générations lorsqu'elles vieillissent ? Les

cohortes du baby-boom vont-elles se comporter comme les cohortes qui les ont précédées ou au contraire, vont-elles innover et si oui, comment ? On se rappellera que cette question était centrale dans l'essai sur la *génération lyrique* de François Ricard (1992) qui a connu un grand succès de librairie et dont il existe une édition publiée en France. Or, on commence à connaître empiriquement les comportements réels des générations de ménages dont la personne de référence est née après 1945 et dont les membres atteignent maintenant un âge mûr et s'approchent tranquillement de la retraite, ce qui permet un premier examen des questions posées plus haut.

Nous utiliserons deux découpages en groupes d'âge afin de caractériser les diverses étapes du cycle de vie dans les générations successives. Le premier découpage distingue quatre périodes du cycle de vie : 1- La phase d'insertion sur le marché du travail et la transition études-travail (25-29 ans) ; 2- L'arrivée des enfants et la croissance des charges familiales (30-49) ; 3- L'apogée de la carrière et la phase du nid vide ; le mode de vie en couple sans enfant présent (50-64) ; 4- La retraite de la vie active (65-75). Nous nous y référerons pour l'étude du niveau de vie et de la polarisation par génération. La deuxième façon de découper le cycle de vie est un peu plus fine car elle étend la phase d'insertion (25-34), découpe deux moments dans la vie familiale (35-44) et (45-54) et précise mieux la phase du nid vide (55-64), la phase de retrait de la vie active restant la même. Nous nous y référerons pour l'analyse de la structure de la consommation par générations.

Avant de voir comment la structure de la consommation a changé aux différentes étapes du cycle de vie, nous examinerons l'évolution des revenus réels et l'évolution de la position relative des différentes générations qui se succèdent à âge égal.

4.1 Revenus et niveau de vie selon l'âge

Le revenu médian par u.c. a augmenté dans tous les groupes d'âges entre 1969 et 1978 (tableau 4.1). En fait, cette tendance remonte aux années 1950, une longue période marquée par la croissance des revenus observables dans tous les groupes d'âge. « A rising tide lifts all the boats »¹, avançait le président John F. Kennedy en 1960, signifiant par-là que la croissance profitait à tous les groupements sociaux à cette époque. Les choses ont radicalement changé après le choc pétrolier de 1973 et la

marée n'est plus parvenue par la suite à soulever également tous les bateaux, donc à assurer une croissance identique ou comparable des revenus dans tous les groupes d'âge.

Le tableau 4.1 présente le revenu médian dans quatre groupes d'âge – les 25-29, 30-49, 50-64 et 65-75 ans – observés à cinq moments différents. Nous avons donc des données au même âge pour cinq générations. Ainsi, les personnes de référence qui ont entre 25 et 29 ans sont nées à différentes époques : 1930-1934, 1949-53, 1957-1961, 1967-1971 et 1971-1975. Elles ont débuté leur vie active dans des contextes ou des périodes fort différentes. Celles qui sont nées en 1930-34 sont entrées sur le marché du travail en pleine période de croissance des revenus, mais celles qui sont nées à la fin des années 1950 ont débuté leur vie active dans un contexte beaucoup difficile. Cela va apparaître clairement dans l'étude des cohortes que nous ferons au chapitre suivant. Mais auparavant, nous scruterons les changements observables aux différents moments du cycle de vie.

Les jeunes ménages ont connu une détérioration de leur niveau de vie relatif par rapport aux autres groupes d'âge dans les années 1980 et 1990. Les ménages plus jeunes (25-29) font en effet bande à part depuis une vingtaine d'années et les nouvelles générations de jeunes qui arrivent à l'âge de l'insertion sur le marché du travail reçoivent moins que les générations précédentes en termes de revenus disponibles. La tendance est inversée à l'apogée de la carrière et dans la phase du nid vide (50-64 ans), d'une génération à l'autre, à la fois parce que les membres du ménage ont bénéficié d'augmentations de salaires réels plus élevées et parce que leurs enfants, moins nombreux à cause de la baisse de la natalité, quittaient le foyer.

Par ailleurs, si nous comparons la situation de chaque groupe d'âge à la médiane de l'ensemble de la population, on observera que la situation relative des jeunes ménages se détériore, que celle des ménages en âge d'élever une famille avec jeunes enfants (30-49 ans) reste stable alors que celle des ménages dont la personne de référence a plus de cinquante ans est nettement meilleure. La situation relative des personnes âgées, dont le revenu médian disponible par u.c. est plus bas, s'est améliorée pendant un quart de siècle avant de régresser quelque peu en 2000.

¹ « La marée montante soulève tous les bateaux ».

Tableau 4.1

**Revenu médian disponible par unité de consommation
et position relative par rapport à l'ensemble selon l'âge,
ménages de deux personnes et plus, 1969-2000**

Année d'enquête	Âge	Revenu médian disponible par M.C.	Position relative
1969	25-29	15 240	118,7
1978	25-29	19 154	113,4
1986	25-29	16 441	94,8
1996	25-29	18 639	103,1
2000	25-29	17 536	92,0
1969	30-49	12 728	99,1
1978	30-49	16 976	100,1
1986	30-49	17 670	101,9
1996	30-49	18 455	102,1
2000	30-49	19 285	101,2
1969	50-64	13 305	103,6
1978	50-64	17 894	106,1
1986	50-64	19 238	110,9
1996	50-64	20 245	112,0
2000	50-64	22 347	117,3
1969	65-75	9 754	76,0
1978	65-75	12 415	73,6
1986	65-75	14 104	81,3
1996	65-75	16 076	88,9
2000	65-75	15 244	80,0

Deux tendances expliquent ces changements. Tout d'abord, les revenus réels de travail et d'entreprise ont été marqués par une inégale croissance dans les différents groupes d'âge depuis 1969, comme l'a montré une étude de Statistique Canada. Ensuite, les nouvelles générations de personnes dépassant l'âge de 50 ans se retrouvent plus tôt dans la phase du nid vide, car elles ont eu moins d'enfants que les précédentes dans les années 1970.

4.2 Polarisation et groupes d'âge

Nous avons vu plus haut que la classe moyenne n'était pas en déclin entre 1969 et 1996, donc que la polarisation sociale appréhendée sur la base de l'examen des revenus individuels n'avait pas eu lieu. Nous avons cependant aussi vu que ce phénomène de polarisation sociale apparaissait vers la fin de la décennie en analysant les données de la dernière enquête disponible, celle de l'année 2000. En fait, l'analyse des données par groupes d'âge révèle l'existence d'un phénomène de polarisation important mais qui se présente différemment d'un groupe d'âge à un autre au cours des années quatre-vingts. Ainsi, la part des *jeunes* ménages comptant au moins deux personnes qui se retrouvent au centre de la distribution des revenus disponibles, soit entre 75 % et 150 % de la médiane, a diminué de manière importante en trente ans (tableau 4.2). L'inverse s'est produit chez les ménages les plus âgés, qui se retrouvent en plus forte proportion à faire partie de la classe moyenne ainsi définie à cause de la hausse notable de leur niveau de vie en trente ans. À noter que ce phénomène ne s'est pas produit au centre de la distribution des âges (entre 30 et 64 ans). La situation des jeunes ménages et celle des personnes arrivées à l'âge de la retraite a donc connu une évolution contrastée, allant en sens inverse jusqu'en 1996.

L'examen des données de ce tableau 4.2 indique par ailleurs que la polarisation sociale – ou le déclin de la classe moyenne – s'est amorcée dans les dernières années du XX^e siècle de manière généralisée dans tous les groupes d'âge sans exception, touchant cette fois les classes d'âges du Centre.

Tableau 4.2

Proportion des ménages de deux personnes et plus dont le revenu disponible par unité de consommation est entre 75 % et 150 % du revenu médian selon l'âge et l'année

Année d'enquête	25-29	30-49	50-64	65-75	Total
1969	52,9	53,2	48,0	37,5	49,6
1978	53,7	58,1	50,8	38,3	52,7
1986	48,3	55,5	50,0	44,3	51,6
1996	46,2	54,6	49,0	53,1	51,5
2000	42,7	50,3	44,1	46,8	46,9

Source : Microdonnées de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) et de l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur

4.3 Consommation et cycles de vie

La structure des besoins varie selon l'âge de la personne de référence et elle est donc assez fortement différenciée aux diverses étapes du cycle de vie.

Le tableau 4.3 et les différents graphiques qui suivent tirés de ce tableau présentent l'évolution de la part des dépenses dans les différents groupes d'âge au cours de la période retenue dans ce rapport (1969-2000). L'étude des données révèle la présence de plusieurs changements aux diverses étapes du cycle de vie en trente ans. Les différences entre les groupes d'âge ne sont pas stables sur toute la période et elles ont tendance à s'amenuiser ou à s'accroître dans bon nombre de fonctions. Cela signifie que les comportements changent dans les différents groupes d'âge d'une génération à une autre et que les besoins sont satisfaits de manière différente (S. Jean 1998, 2002). L'analyse par cohortes, qui sera faite dans le chapitre suivant, le confirmera nettement.

Considérons d'abord l'alimentation, à cause de son statut d'indicateur privilégié du niveau de vie (graphique 4.1). Le poids que cette fonction budgétaire représente dans la structure des besoins des jeunes ménages est plus faible que dans tout autre groupe d'âge et il est au maximum dans le groupe des personnes les plus âgées (plus de 65 ans) et ce, de manière constante sur toute la période étudiée. Un changement est observable dans ce premier graphique, où l'on voit nettement que le coefficient budgétaire pour l'alimentation augmente dans le groupe d'âge 55-64 ans, ce qui est un indicateur de diminution du niveau de vie relativement aux autres dans ce groupe au cours des trente années examinées. Le rapprochement des ménages situés dans cette tranche d'âge avec celle dans laquelle se retrouvent surtout des retraités (après 65 ans) signifie que la diminution du niveau de vie qui est généralement associée à la retraite aurait tendance à se produire un peu plus tôt que par le passé dans le cycle de vie.

La part des dépenses consacrée au logement varie aussi selon l'âge ; elle est plus importante au début et à la fin du cycle de vie (graphique 4.2). Mais la part des dépenses consacrées à cette fonction par les personnes les plus âgées diminue en trente ans par rapport aux autres groupes d'âge dont la position relative n'est pas modifiée de manière marquée. En conséquence, ce sont les jeunes ménages qui doivent consacrer la plus forte proportion de leur budget à se loger autour des années 2000, alors que c'était les personnes âgées qui occupaient ce premier rang trente ans

Tableau 4.3

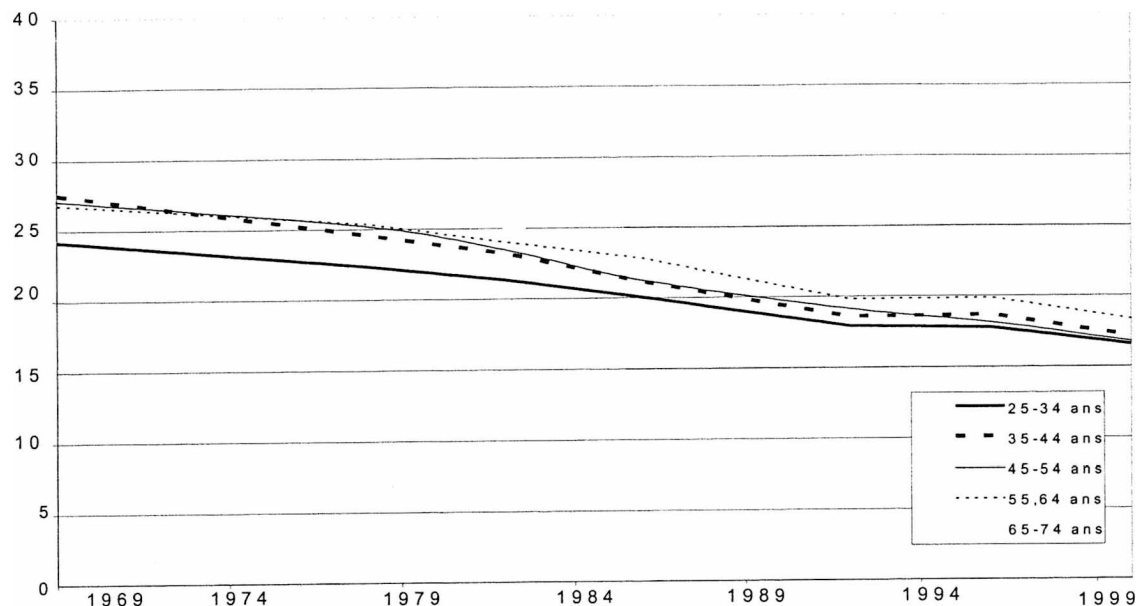
Répartition en % des dépenses pondérées par u.c., ménages de deux personnes et plus selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000

Groupes d'âge		Alim	Loge	Tran	Lois	Habi	Equi	Prot	Sant	Éduc	Dive	Total
25-34 ans	1969	24,2	21,9	13,4	7,9	9,4	6,6	6,4	4,5	1,6	4,0	100
	1978	22,4	24,7	13,9	8,0	7,7	7,5	6,1	3,0	1,8	5,0	100
	1982	21,4	26,5	12,9	7,8	7,1	6,4	6,4	3,6	2,2	5,8	100
	1986	20,0	25,2	14,3	8,7	7,2	6,6	6,4	3,8	2,5	5,3	100
	1992	17,9	27,7	13,5	9,5	6,1	6,2	7,0	4,1	2,5	5,5	100
	1996	17,8	28,3	13,9	9,4	5,6	5,9	7,4	3,1	3,0	5,6	100
	2000	16,6	29,3	15,7	9,6	5,5	6,6	7,3	3,6	3,2	2,7	100
35-44 ans	1969	27,5	20,4	11,7	7,4	10,9	5,9	6,3	4,8	1,3	3,7	100
	1978	24,6	22,6	13,2	8,0	9,0	6,7	6,1	3,5	1,4	4,9	100
	1982	23,3	24,3	13,3	7,9	8,2	5,6	6,6	3,8	1,7	5,4	100
	1986	21,2	23,3	14,0	9,1	8,3	6,2	6,7	4,0	2,1	5,2	100
	1992	18,6	25,4	13,9	9,7	6,8	5,4	8,0	4,1	2,5	5,6	100
	1996	18,7	26,2	13,8	9,5	5,9	5,3	8,5	3,3	3,0	5,8	100
	2000	17,1	28,7	15,3	10,0	5,5	5,9	7,9	3,5	3,2	2,8	100
45-54 ans	1969	27,1	18,5	13,3	7,3	11,5	5,3	6,5	5,0	1,6	3,9	100
	1978	25,2	18,8	15,5	8,3	9,5	6,3	6,3	3,9	1,3	5,0	100
	1982	23,5	21,1	14,9	8,1	8,5	5,7	6,4	4,1	1,6	6,3	100
	1986	21,3	20,3	16,5	8,7	8,4	5,6	6,9	4,1	1,8	6,4	100
	1992	19,1	22,8	15,4	9,7	6,7	5,2	8,3	4,3	2,1	6,4	100
	1996	18,1	23,2	16,1	9,4	6,0	5,2	9,4	3,3	2,6	6,9	100
	2000	16,8	25,4	17,2	9,5	5,8	5,5	9,0	3,8	3,2	3,7	100
55-64 ans	1969	26,8	18,7	13,6	7,2	10,7	5,1	6,6	5,5	1,1	4,8	100
	1978	25,4	19,7	15,6	7,8	7,9	6,4	6,4	3,9	0,7	6,3	100
	1982	24,1	21,5	16,3	7,5	7,0	5,5	6,3	4,0	0,7	7,3	100
	1986	22,8	20,5	17,2	8,0	7,4	5,5	6,2	4,3	0,9	7,2	100
	1992	19,8	22,8	17,1	8,0	5,7	5,3	7,0	4,4	1,2	8,8	100
	1996	19,9	24,0	16,2	9,2	4,8	5,4	7,4	3,8	1,4	8,1	100
	2000	18,3	25,4	17,2	9,4	5,5	6,1	7,4	4,6	2,0	4,2	100
65-74 ans	1969	28,9	22,2	11,7	6,6	8,2	5,6	4,7	6,2	0,4	5,5	100
	1978	27,5	23,1	16,3	6,6	6,9	6,9	2,3	3,8	0,2	6,4	100
	1982	25,1	25,0	15,4	6,6	6,2	6,3	2,4	4,5	0,2	8,2	100
	1986	23,9	23,4	15,7	7,9	6,3	6,3	2,5	4,6	0,6	9,0	100
	1992	22,9	25,9	15,3	8,9	5,3	6,3	2,8	5,1	0,5	9,0	100
	1996	21,0	25,7	15,9	9,6	4,4	6,0	3,2	4,7	0,4	9,5	100
	2000	20,9	25,5	17,6	9,0	4,9	6,1	3,9	5,8	0,5	5,9	100

Source : Microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

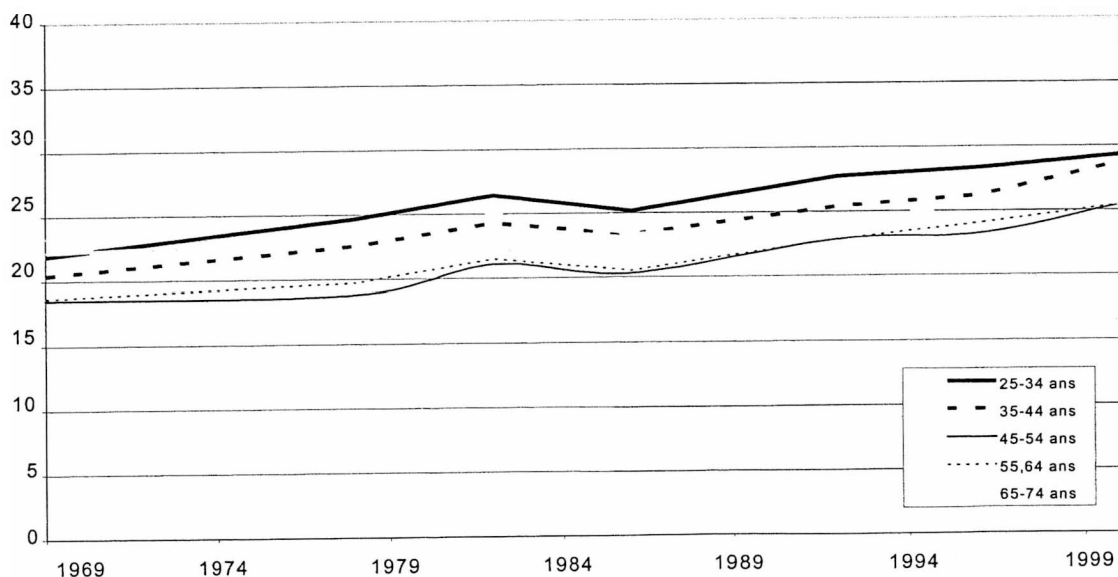
Graphique 4.1

Coefficients des dépenses en alimentation pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



Graphique 4.2

Coefficients des dépenses pour le logement pondérés par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



auparavant. De plus, on observe une certaine polarisation à partir du milieu des années 1990 entre d'un côté les jeunes ménages (moins de 44 ans) qui doivent consacrer une part plus élevée de leur budget au logement et de l'autre, les ménages plus âgés (plus de 45 ans) qui font face à une croissance moindre du poids que cet item représente dans la structure de leurs besoins.

Les dépenses en transport représentent un effort budgétaire maximum dans la seconde moitié de la vie active (entre 45 et 64 ans) sur toute la période étudiée (graphique 4.3). Il est à noter qu'un changement majeur se produit dans les nouvelles générations de personnes plus âgées qui dépensent davantage en transport que les générations précédentes au même âge. Ce phénomène ne pouvait pas être prévu à partir des données transversales recueillies en 1969, qui donnaient à penser que les besoins en transport se faisaient moins pressants chez les personnes âgées. Deux moments dans le cycle de vie se démarquent plus nettement au tournant de l'an 2000, comparé à ce qui se passait trente ans plus tôt. Le poids des dépenses en transports est maintenant plus marqué dans la structure des besoins des ménages les plus âgés et un clivage entre les groupes d'âge apparaît nettement à la fin des années 1990. Les dépenses en transport sont nettement moins importantes avant 45 ans et elles sont plus marquées après cet âge, traduisant l'émergence de nouveaux besoins, ou à tout le moins leur réorganisation après cet âge. Une nouvelle norme de consommation semble émerger au fil des années dans les ménages ayant dépassé le mitan de la vie, qui donnent plus d'importance à la mobilité dans les genres de vie ou encore qui privilégient une consommation plus luxueuse pour satisfaire ce besoin.

On observe une convergence entre les groupes d'âge pour ce qui est des dépenses en loisirs au fil des ans (graphique 4.4). Celles-ci sont différenciées selon l'âge sur le plan transversal en 1969 et dans les années suivantes, mais elles se rapprochent à un niveau fort semblable à la fin des années 1990. Dépenser pour les loisirs est devenu au fil du temps une norme commune à tous les ménages peu importe l'âge et ce besoin est de moins en moins différencié selon le cycle de vie. Il en va de même pour la fonction habillement, qui est marquée par une convergence entre les groupes d'âge à la fin de la période. La fonction habillement pèse plus lourdement dans les budgets des ménages d'âge moyen sur toute la période, mais les différences entre groupe d'âge s'atténuent au fil des années (graphique 4.5).

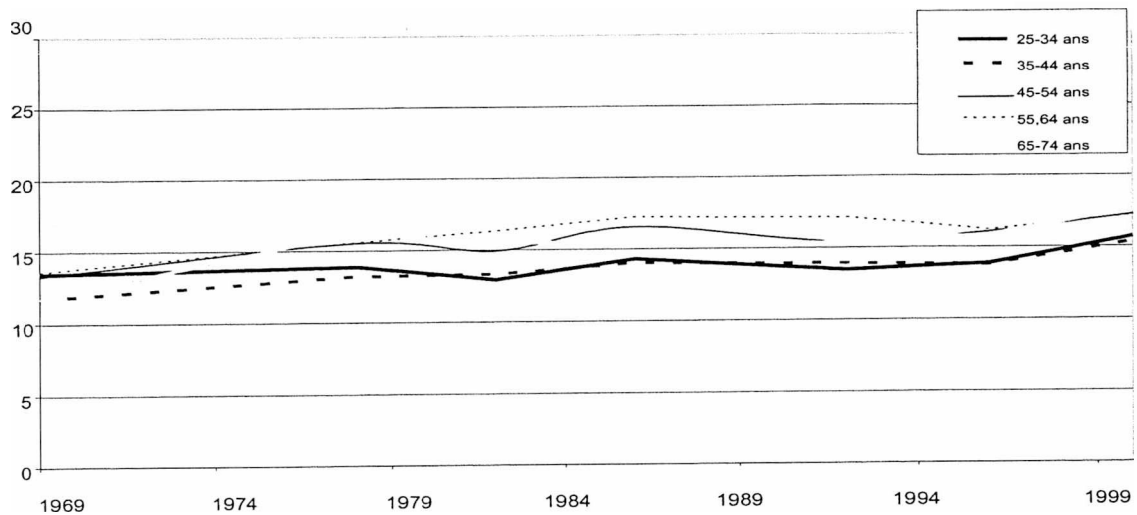
Les dépenses en équipement ou en biens durables et semi-durables sont sensibles au cycle de vie. Elles sont nettement plus élevées lorsque les jeunes ménages doivent meubler leur logement ou leur maison (graphique 4.6). Nous avons vu aussi plus haut que ce type de dépenses a été marqué par un effet de période, les années soixante-dix étant caractérisées par une forte croissance, aussi observable, mais dans une moindre ampleur, dans les années mille neuf cent quatre vingt dix. À cet effet de période s'ajoute un changement observable au cours du cycle de vie, puisque l'effort des ménages les plus âgés s'accroît, rejoignant celui des jeunes ménages à la fin de la période de trente ans scrutée dans cette analyse.

L'examen de l'item protection révèle l'émergence d'importants écarts entre les groupes d'âge sur toute la période de trente ans. Cette fonction est plus importante dans les budgets des ménages dont les membres sont encore actifs (avant 65 ans), et son poids s'est accru plus vite dans la structure budgétaire des ménages d'âge moyen, ceux qui ont les besoins les plus marqués (graphique 4.7). Les personnes âgées dépendent nettement moins que les autres en proportion de leur budget pour la protection et les assurances, mais les nouvelles générations de personnes qui atteignent l'âge de 65 ans augmentent leurs dépenses à ce poste au fil des ans depuis 1978.

Les dépenses pour la santé corréleront avec l'âge : plus l'âge est élevé, plus elles sont importantes dans les budgets. Nous avons noté plus haut comment elles avaient évolué en deux temps au cours des trente dernières années : décroissance rapide dans les années 1970, puis reprise lente à la hausse par la suite. Le graphique 4.8 montre que l'effort budgétaire est de plus en plus différencié entre les groupes d'âge à la fin des années 1990. La croissance du coefficient budgétaire pour la santé et les soins personnels a été plus forte chez les ménages les plus âgés, et de moins en moins marquée à mesure qu'on descend vers les âges les moins élevés.

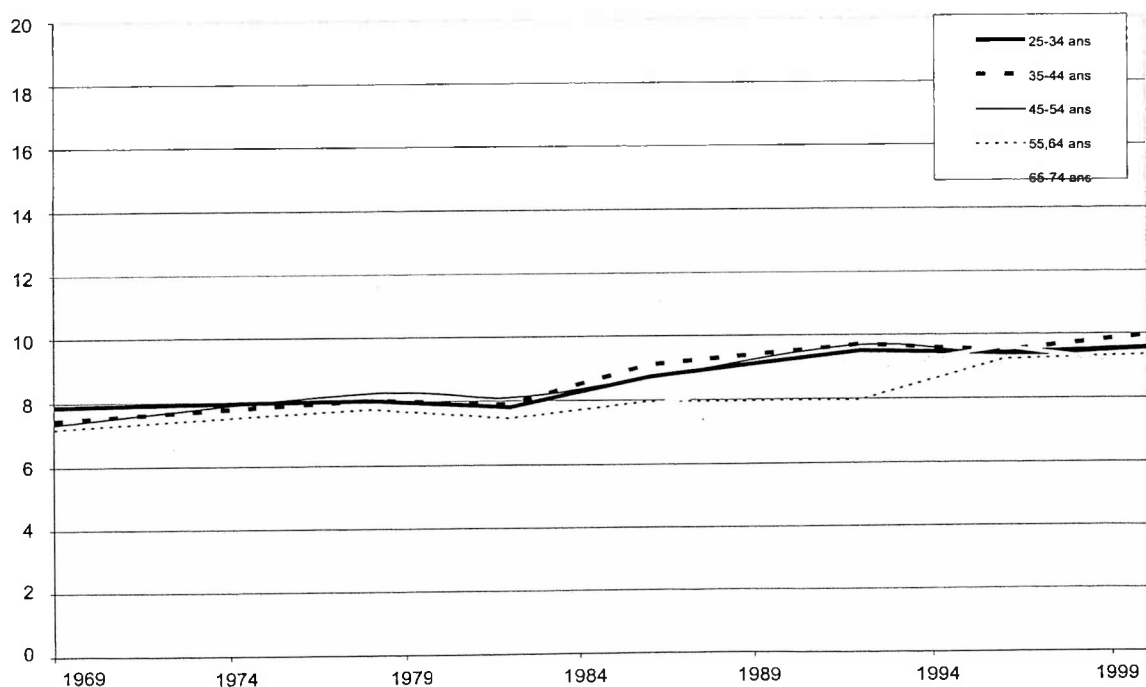
Graphique 4.3

Coefficients des dépenses pour le transport pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge Canada, 1969-2000



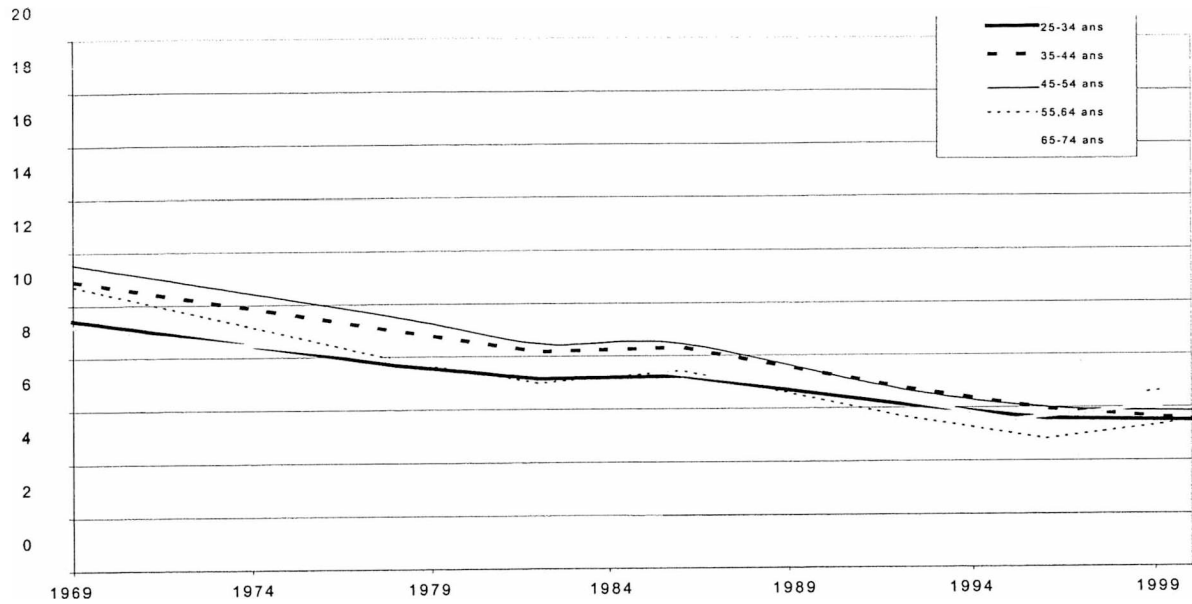
Graphique 4.4

Coefficients des dépenses pour les loisirs pondérés par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



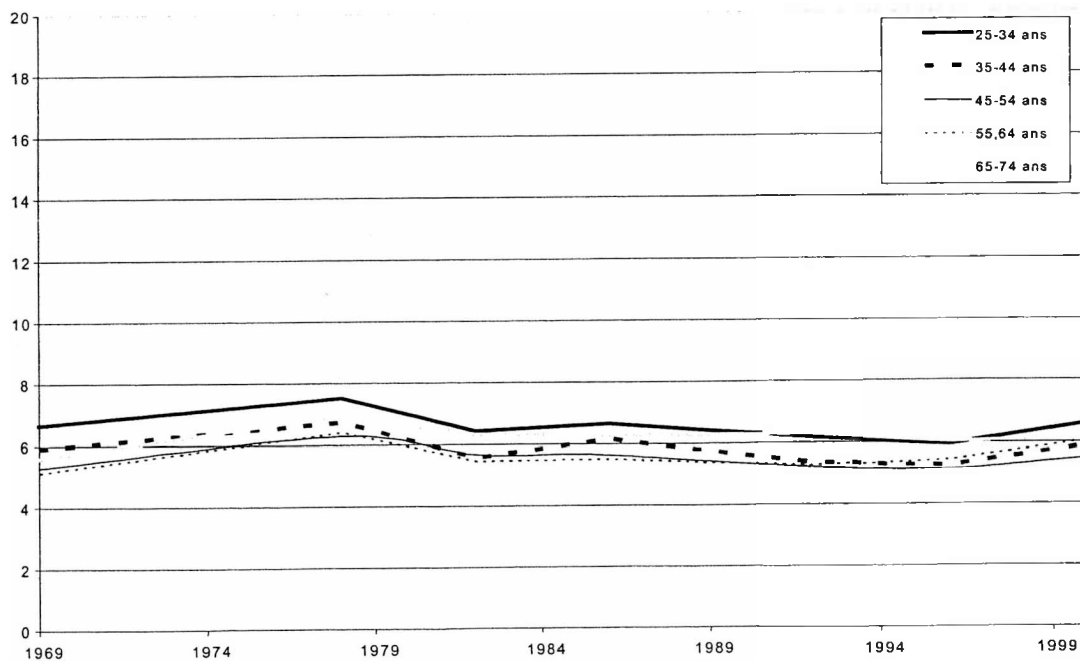
Graphique 4.5

Coefficients des dépenses pour l'habillement pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



Graphique 4.6

Coefficients des dépenses pour l'équipement pondérés par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



Les dépenses pour l'éducation et la garde des enfants sont beaucoup plus importantes chez les jeunes ménages pour des raisons évidentes, ce qui traduit bien un effet de cycle de vie, mais elles sont aussi en croissance plus rapide. Une analyse des budgets de ménages avec enfants à charge serait nécessaire pour scruter de manière plus fine l'évolution de cette fonction, ce que nous ne ferons pas ici.

Le poids des dépenses diverses, enfin, est davantage différencié entre les groupes d'âge jusqu'au milieu des années 1990, et cette tendance se renverse par la suite.

Que retenir de cette analyse ?

Trois fonctions de consommation convergent dans la structure des besoins des ménages selon le cycle de vie : l'alimentation, l'habillement et les loisirs. Les deux premières correspondent à des besoins fondamentaux qui sont de moins en moins différenciés selon l'âge de la personne de référence dans les budgets des ménages. Une nouvelle fonction, les loisirs, émerge aussi dans la structure des besoins de manière moins différenciée selon l'âge au fil des ans, ce qui signifie que les dépenses pour les loisirs deviennent une norme partagée entre les ménages. Deux fonctions importantes se caractérisent par l'apparition d'un écart entre groupes d'âge dans les dernières enquêtes : les dépenses pour le logement pèsent plus lourdement dans les budgets des jeunes ménages et celles pour les transports s'accroissent en importance relative dans les ménages plus âgés. Enfin, quatre fonctions de consommation typiques de moments précis dans le cycle de vie montrent des divergences entre groupes d'âge. La part des dépenses encourues pour l'éducation et la garde des enfants est en hausse dans la structure des besoins des jeunes ménages à la fin des années 1990 comparativement à ce qui se passait à la fin des années 1970, la place de la protection s'accroît en milieu de vie active au cours de la même période et la part de la santé et des dépenses diverses pèse plus lourd dans les budgets des ménages plus âgés à la fin des années 1990.

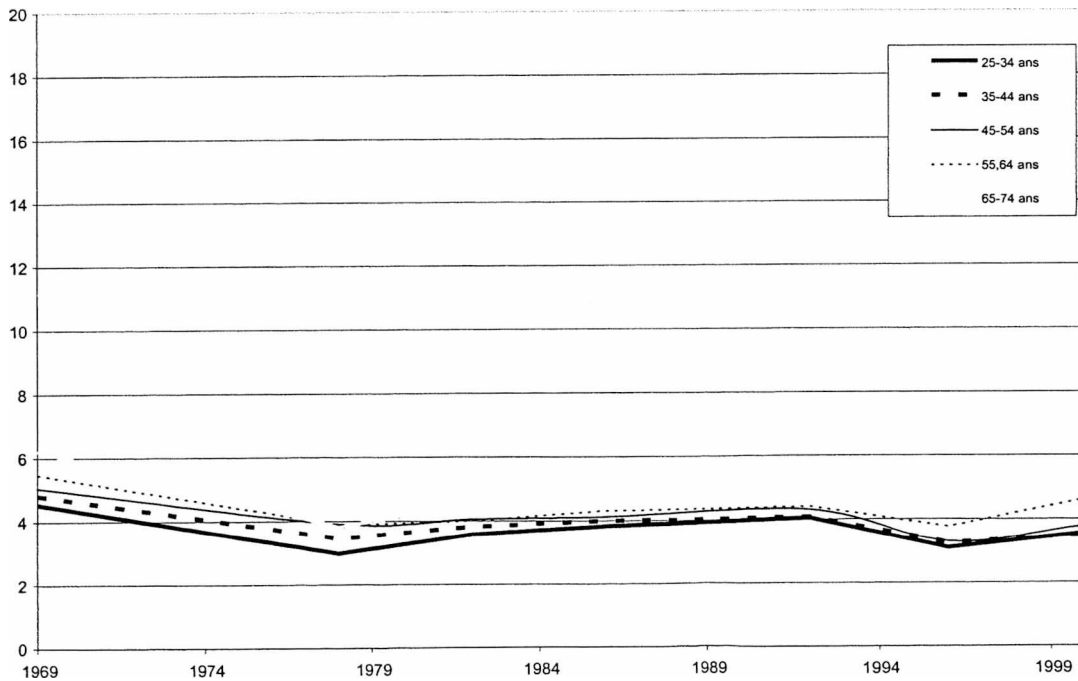
Graphique 4.7

Coefficients des dépenses pour la protection pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



Graphique 4.8

Coefficients des dépenses en santé pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000



Il ressort de l'analyse que les conditions de vie des jeunes générations nées à la fin des années 1950 et dans les années soixante et soixante-dix sont plus difficiles que celles des générations qui les ont précédées au début de la vie adulte. Cette conclusion d'ensemble va dans le même sens que les travaux sur les générations au Québec publiés par l'Institut de la Statistique du Québec. Ainsi, un chercheur de cet institut concluait une étude sur l'évolution des dépenses de consommation entre 1977 et 1992 en notant, à propos des jeunes ménages, que « l'effet des récessions se combine à une position moins favorable dans la chaîne des générations » (S. Jean 1998, p. 184).

4.4 Structure des besoins des personnes seules

Les personnes qui vivent seules sont dans une situation particulière. La structure de leurs dépenses ne varie pas de la même façon que celle des autres types ménages dont on vient de faire l'examen (tableau 4.4).

Personnes vivant seules et ménages comptant au moins deux membres se distinguent selon trois types de dépenses, selon trois fonctions de consommations : logement, transports et loisirs.

Le poids du logement pèse lourd dans les budgets des personnes seules et il représente en 2000 à peu près le tiers de leurs dépenses quel que soit l'âge, une proportion qui a nettement cru de manière plus marquée pour les jeunes ménages et ceux qui sont dans la phase d'élever une jeune famille. Les personnes âgées qui vivent seules doivent assumer une part plus grande de toutes leurs dépenses que les autres ménages, ce qui était le contraire dans le cas des ménages comptant au moins deux personnes.

Les dépenses en transports sont nettement inférieures chez les personnes seules. Elles régressent en importance au fil des ans chez les jeunes ménages, mais c'est le contraire qui se produit chez les personnes seules plus âgées, qui consacrent une plus forte proportion de leur budget à cette fonction depuis 1969. Enfin, la part des budgets consacrée aux loisirs est importante dans les budgets des personnes seules et elle tend à augmenter dans le temps de manière encore plus marquée que dans les autres types de ménages.

Tableau 4.4

Répartition en % des dépenses pondérées par unité de consommation,
personnes seules selon le groupe d'âge, Canada, 1969-2000

Groupes d'âge		Alim	Loge	Tran	Lois	Habi	Equi	Prot	Sant	Éduc	Dive	Total
25-34 ans	1969	23,5	19,9	16,3	8,6	9,4	4,7	6,1	3,9	1,1	6,6	100
	1978	21,8	25,9	12,8	9,8	6,8	6,9	6,1	2,9	0,8	5,9	100
	1982	20,8	26,8	14,3	9,4	6,5	5,7	5,9	3,3	0,9	6,5	100
	1986	21,3	27,2	11,4	10,2	6,7	6,0	6,2	3,7	1,0	6,4	100
	1992	18,4	31,0	11,7	10,0	5,7	5,8	7,2	3,2	0,9	6,1	100
	1996	17,9	31,9	11,4	10,7	5,0	6,2	6,8	2,9	1,5	5,8	100
	2000	17,0	33,8	12,1	10,7	4,8	7,0	7,1	2,8	1,8	2,9	100
35-44 ans	1969	24,4	21,0	14,5	8,6	8,6	4,4	6,2	4,6	0,5	7,3	100
	1978	22,0	26,2	11,8	8,5	7,1	6,7	7,2	3,3	0,4	6,6	100
	1982	20,6	28,6	10,1	8,9	6,7	5,8	7,0	3,2	0,6	8,6	100
	1986	19,6	30,5	11,4	9,1	6,1	5,7	6,1	3,5	0,6	7,4	100
	1992	18,3	33,2	10,5	9,2	4,9	5,5	7,3	3,6	0,4	7,1	100
	1996	17,6	32,1	11,1	10,1	4,4	5,7	7,8	3,1	0,9	7,3	100
	2000	17,5	34,8	11,4	10,9	4,1	6,0	7,2	2,9	0,7	4,5	100
45-54 ans	1969	28,1	25,3	10,4	8,2	8,2	4,5	6,2	4,3	0,3	4,5	100
	1978	23,9	29,7	8,5	7,5	5,4	7,1	6,0	4,0	0,3	7,7	100
	1982	22,1	31,0	11,0	7,0	5,5	5,1	5,6	3,2	0,3	9,3	100
	1986	22,1	30,2	9,7	8,8	6,0	6,1	5,2	4,0	0,2	7,8	100
	1992	17,9	33,4	11,2	8,7	4,3	5,1	6,9	3,7	0,4	8,5	100
	1996	17,9	33,4	12,5	7,9	3,9	5,6	7,6	3,2	0,4	8,1	100
	2000	17,2	33,6	11,1	10,1	3,8	6,5	7,2	3,7	0,6	6,3	100
55-64 ans	1969	27,8	29,1	7,9	6,9	7,2	5,3	4,7	5,3	0,1	5,7	100
	1978	24,2	31,0	9,7	6,6	5,8	6,3	4,3	3,9	0,1	8,1	100
	1982	23,2	33,0	10,8	6,9	5,3	5,7	4,2	4,0	0,1	6,7	100
	1986	22,1	32,4	11,2	6,9	5,7	5,8	4,4	4,1	0,1	7,4	100
	1992	19,0	33,7	10,9	8,6	4,0	5,8	4,3	4,9	0,1	8,7	100
	1996	20,3	37,3	9,7	9,1	3,6	5,6	3,7	4,1	0,1	7,5	101
	2000	18,1	33,4	12,2	10,5	4,2	6,6	4,8	4,8	0,2	5,2	100
65-74 ans	1969	31,3	32,1	5,7	5,2	6,3	5,0	2,6	5,7	0,0	6,1	100
	1978	26,9	31,8	8,1	5,9	6,0	7,6	1,0	4,0	0,0	8,6	100
	1982	24,5	35,9	7,8	5,4	5,2	6,1	0,9	4,0	0,0	10,1	100
	1986	22,3	34,5	9,0	7,0	5,8	6,3	0,8	4,8	0,0	9,4	100
	1992	21,5	34,1	10,1	8,7	5,3	5,6	1,8	4,3	0,1	8,7	100
	1996	19,1	35,6	10,2	8,7	4,0	6,1	1,5	4,5	0,1	11,2	101
	2000	19,5	36,4	10,6	9,1	4,6	6,6	1,9	5,9	0,1	5,4	100

Source : Microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

V

Structure des besoins et générations

Les analyses qui précèdent ont permis de dégager des profils de consommation spécifiques à l'âge. Mais l'examen des données donne à penser que le profil longitudinal par âge diffère du profil en coupe transversale. La cohorte à laquelle appartiennent les ménages marque en effet leurs comportements. Ainsi, les dépenses par u.c. augmentent au milieu du cycle de vie, mais elles augmenteront de manière encore plus importante dans les cohortes qui vivent cette étape de leur vie en pleine période de prospérité économique, comme on le verra dans le graphique 5.1 plus loin. Effet cycle de vie et effet de période combinent alors leurs effets pour une génération donnée.

Par ailleurs, plusieurs recherches ont montré que la socialisation passée marquait les comportements des cohortes de personnes âgées ; ainsi, les personnes qui ont vécu l'importante crise économique des années 1930 dans leur jeunesse seront moins enclines à accroître leurs dépenses de consommation plus tard dans leur cycle de vie, malgré la hausse de leur pouvoir d'achat en termes réels. C'est un résultat de recherche qui a été observé sur données françaises. « Même si par la suite le niveau de vie de ces ménages a augmenté, même si la 'société de consommation' les a incités à consommer plus, ils ont gardé leur habitude de dépenser moins que leurs descendants ne le feraient plus tard au même âge. Autrement dit, leur revenu permanent, défini comme l'espérance de revenus futurs, a toujours été plus faible, ce qui explique qu'ils aient toujours eu tendance à consommer moins, pour un revenu courant donné » (Bodier, 1999, p. 166-67).

Nous proposons dans ce chapitre une analyse sommaire par cohortes dans un but exploratoire au moyen de graphiques. Nous avons retenu six cohortes nées entre 1910 et 1964. Nous commencerons par étudier les dépenses totales par u.c. et suivra l'examen des différentes fonctions de consommation.

5.1 Les dépenses totales

Le premier graphique (5.1) présente l'évolution des dépenses moyennes par u.c. dans six cohortes pour la période 1969-2000. Tout d'abord, les cohortes sont superposées, ce qui signifie que d'une période à l'autre on dépense davantage par u.c., ce qui correspond à l'enrichissement moyen des ménages observé sur plus de trente ans, sauf chez les jeunes, nous y reviendrons. Ensuite, on observe dans toutes les cohortes une forte croissance des dépenses totales au milieu du cycle de vie – disons entre 30 et 50 ans – suivie d'une décroissance après l'âge de la retraite. Enfin, la crise économique très sévère qui a pris place au début des années 1980 a aussi un effet qui se manifeste nettement dans toutes les cohortes. Ceci dit, d'importantes différences apparaissent entre les cohortes, révélant des effets de génération qu'il était possible d'entrevoir nettement dans les données du chapitre précédent.

Tout d'abord, les dépenses totales ajustées selon la taille de la famille chutent de moins en moins après la retraite dans les nouvelles cohortes qui se suivent, un résultat qui confirme d'autres analyses dont celles qui ont été faites pour la France. Sur la base de ces données il est permis d'avancer que les nouvelles cohortes de retraités réduisent certes leur consommation par rapport aux autres groupes d'âge (effet d'âge), mais aussi qu'elles dépensent davantage que les cohortes précédentes au même âge (effet de génération).

Les personnes nées dans les années 1930 ont pris en moyenne leur retraite plus jeunes, d'où une diminution des dépenses qui arrive plus tôt dans leur cycle de vie, mais leur niveau de dépenses moyennes reste plus élevé par la suite que dans les cohortes qui les ont précédées.

La génération née dans les années 1940 présente un profil intéressant de hausse continue et rapide des dépenses par u.c. sur une longue période de son cycle de vie (sauf un bref intermède au début des années 1980, années de crise qui ont aussi

marqué les autres cohortes). Cette génération est entrée sur le marché du travail au cours des années soixante, années de grande prospérité et de croissance dont elle a profité au maximum. Cette cohorte a en effet bénéficié d'un effet de période en début de vie active, puis elle est entrée dans la phase de croissance typique du milieu du cycle de vie lorsque l'économie allait très bien dans la dernière partie des Trente glorieuses. Les ménages les plus âgés de cette cohorte semblent aussi vouloir accroître leur consommation à un âge plus avancé que les précédentes, mais il faudra attendre les prochaines années avant de connaître le moment où celle-ci va commencer à diminuer, mais on sait déjà que ce sera à un âge plus avancé qu'auparavant. Cette cohorte était à l'aube de la retraite dans l'enquête de 2000.

Les courbes du graphique 5.1 indiquent que les nouveaux ménages seniors se comportent de manière différente des plus anciens. Cela indique qu'ils occuperont une place plus importante dans la société de consommation de demain, plus que les seniors des générations passées, un résultat qui va dans le sens des observations de Robert Rochefort (1995, 1997) pour la France. Mais il faut ajouter que leur niveau de consommation restera cependant moins élevé que celui observé dans les groupes d'âge plus jeunes, dont le rôle restera plus marquant dans la société de consommation. L'analyse par cohorte montre que l'augmentation tendancielle de la consommation dans les nouvelles cohortes de seniors ne renverse pas l'effet d'âge, un résultat identique à celui que Bodier (1999) a trouvé dans son étude de la consommation totale par cohortes en France.

L'analyse de la situation des deux cohortes canadiennes les plus récentes indique de son côté que les jeunes connaissent des débuts difficiles dans la vie active. L'allongement des études typique de ces deux cohortes et le retard à l'entrée dans la vie active à temps plein expliquent en partie leur profil différent. Mais c'est surtout la baisse des revenus relatifs qui la caractérise, comme on l'a vu plus haut. Ce constat a été fait dans plusieurs études sur la question. Qu'il suffise ici de rappeler les travaux de l'Institut de la statistique du Québec (un constat qui s'applique aussi à la situation canadienne dans son ensemble): « Lorsque'on suit l'évolution du revenu par génération, on comprend la perception généralisée selon laquelle la situation s'est détériorée dans les deux dernières décennies. En effet, les personnes des générations 1952-57 voient leur revenu moyen progresser avec l'âge, mais à chaque âge leur

revenu est inférieur à celui des générations précédentes » (H. Gauthier, 2001, p. 620). Or, l'examen des dépenses ajustées par la taille de la famille permet de nuancer quelque peu ce constat, car les jeunes ménages ont fait moins d'enfant ou encore ont reporté à plus tard leur venue, ce qui leur a permis de réduire les écarts avec les générations précédentes.

La croissance typique du cycle de vie après la trentaine permet cependant aux cohortes qui ont été désavantagées au départ d'effectuer un certain rattrapage, notamment dans celle qui a connu la plus longue période de stagnation du niveau de dépenses totales dans sa jeunesse, soit la génération née au milieu des années 1950. Ce résultat traduit bien les difficultés qu'ont eues les jeunes ménages en début de cycle de vie durant les années 1980. Ceux-ci ont été touchés de plein fouet par la récession de 1982, la plus importante à avoir affecté l'économie nord-américaine depuis celle de 1929.

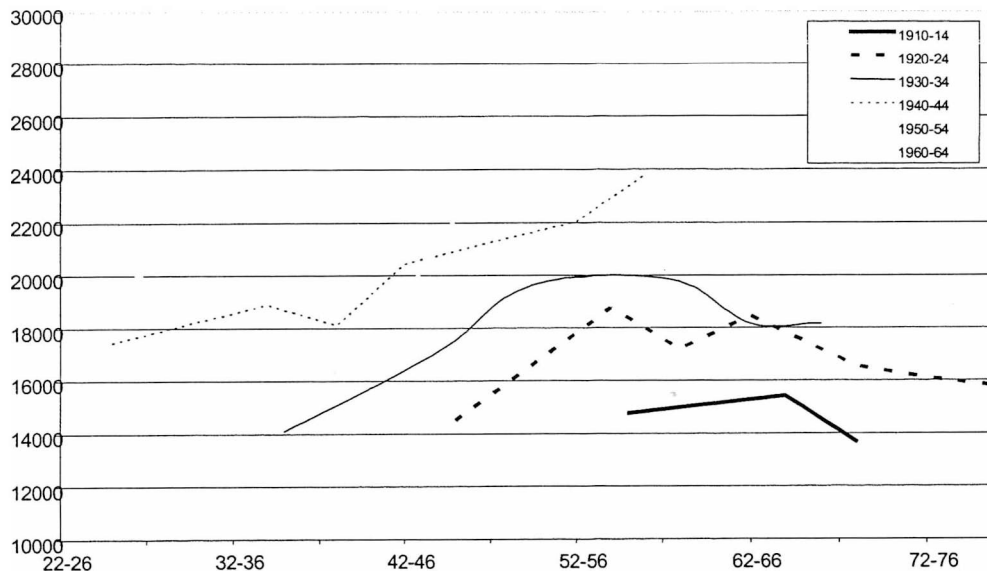
5.2 Besoins et effets de génération.

Nous analyserons de manière plus détaillée l'évolution des types de consommations par cohortes, afin de dépasser la vue trop générale donnée par l'examen des dépenses totales.

Tout d'abord, la part des dépenses pour l'alimentation suit la même tendance à la baisse en fonction de l'âge dans toutes les cohortes, sauf à la fin du cycle de vie dans les cohortes de personnes nées tôt dans les années 1920 et 1930, maintenant à la retraite, ce qui peut traduire un changement de comportement qui reste à étudier ou encore révéler une certaine diminution du niveau de vie, les nouveaux ménages de retraités étant obligés de dépenser davantage pour s'alimenter (graphique 5.2). Par ailleurs, la pente des courbes caractérisant la part du budget consacrée à l'alimentation est moins prononcée dans les nouvelles cohortes, ce qui signifie que celles-ci ont réduit moins rapidement leurs dépenses pour cette fonction, ce qui est aussi un indice que leur niveau de vie a augmenté moins rapidement durant les premières étapes de leur cycle de vie, ce constat étant congruent avec d'autres observations faites plus haut.

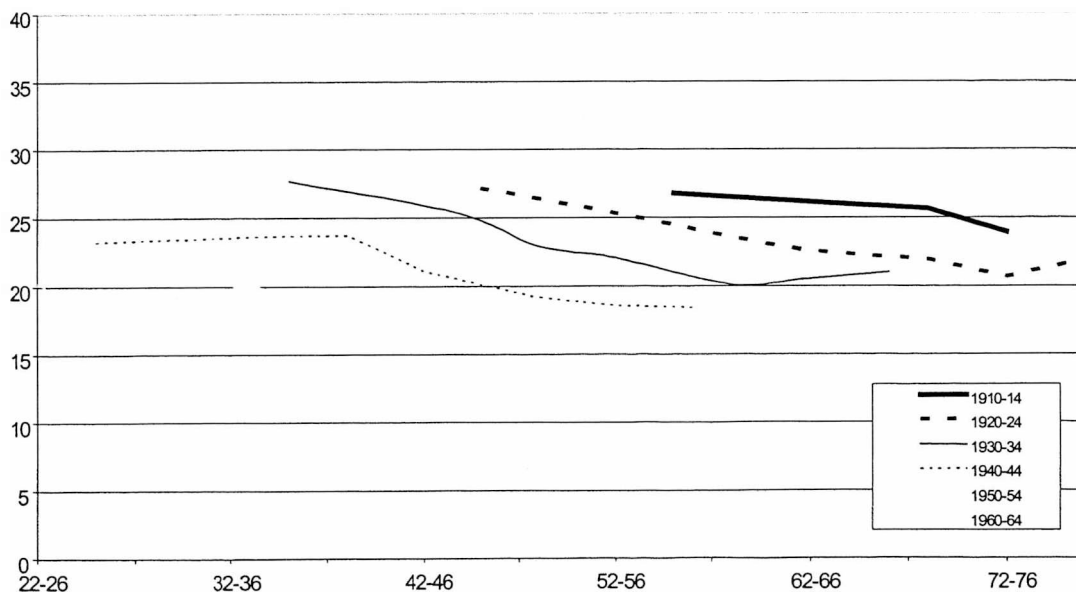
Graphique 5.1

Dépenses moyennes par unité de consommation selon la cohorte, ménage de 2 personnes et plus, 1969-2000



Graphique 5.2

Coefficients des dépenses en alimentation pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1999-2000



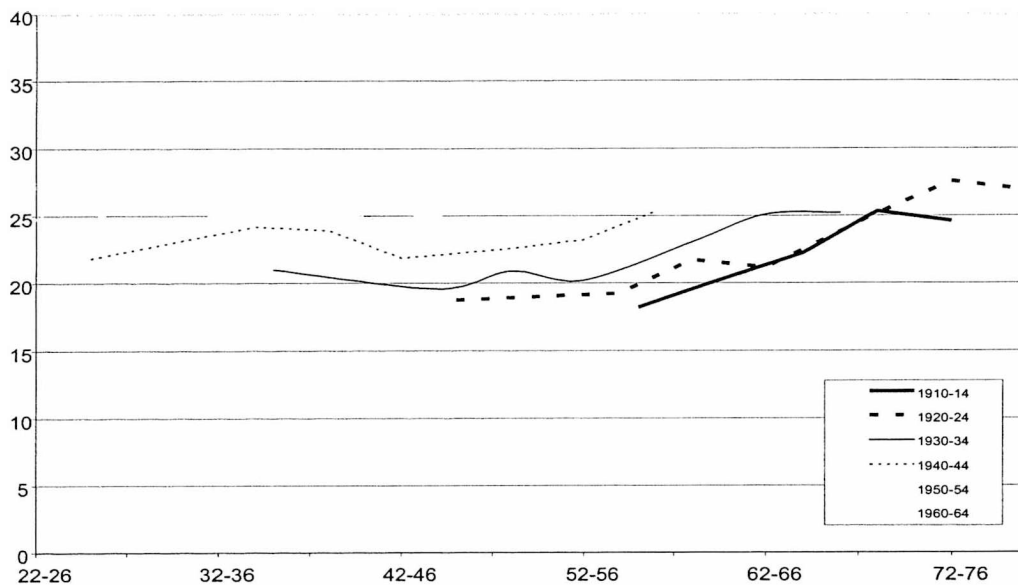
L'étude de la fonction habitation par cohortes révèle des changements importants par rapport à l'analyse transversale. Tout d'abord, à génération donnée, la part du budget qui lui est consacrée augmente nettement dans toutes les cohortes, un résultat qui diffère de l'observation en coupe transversale (graphique 5.3). Par contre, le rythme de croissance des dépenses pour le logement est plus rapide au début du cycle de vie dans les cohortes récentes, ainsi qu'à la fin du cycle de vie pour les gens nés plus tôt dans le XX^e siècle. Les plus jeunes cohortes qui entrent dans la phase d'établissement en ménage doivent consacrer une part plus grande de leurs dépenses à se loger. Par ailleurs, la hausse de la part relative consacrée au logement vient plus tôt dans le cycle de vie des nouvelles cohortes qui s'approchent de l'âge du retrait du marché du travail.

La part des dépenses pour la fonction transports est peu différenciée selon l'âge dans les cohortes les plus jeunes sur les six étudiées. Cela signifie que les nouveaux ménages qui entrent dans la vie active n'accroissent pas leurs dépenses pour les transports, sans doute à cause du déclin de leurs revenus relatifs. Le cas de la cohorte née au milieu des années 1950 est un peu différent car ses membres semblent effectuer un certain rattrapage. L'augmentation des dépenses en transport est particulièrement importante en milieu de cycle de vie d'une génération à l'autre comme on peut le voir dans l'examen du graphique 5.4, mais le taux de croissance est semblable d'une génération à une autre. Il en va cependant différemment à l'extrémité supérieure du cycle de vie. La décroissance des dépenses commence plus tôt mais ces dernières chutent moins bas.

En transversal, le déclin de la fonction habillement est important à mesure que l'âge augmente. L'analyse par cohorte permet de nuancer ce lien avec l'âge (graphique 5.5). En effet, le déclin de la part du budget familial consacrée à l'habillement est très marqué dans les plus anciennes cohortes, mais il apparaît moins nettement dans les nouvelles, un résultat qui a aussi été observé dans l'analyse de Bodier pour la France. Ces changements traduisent des différences de comportements entre générations successives, comme on vient de le voir à propos de la fonction transport.

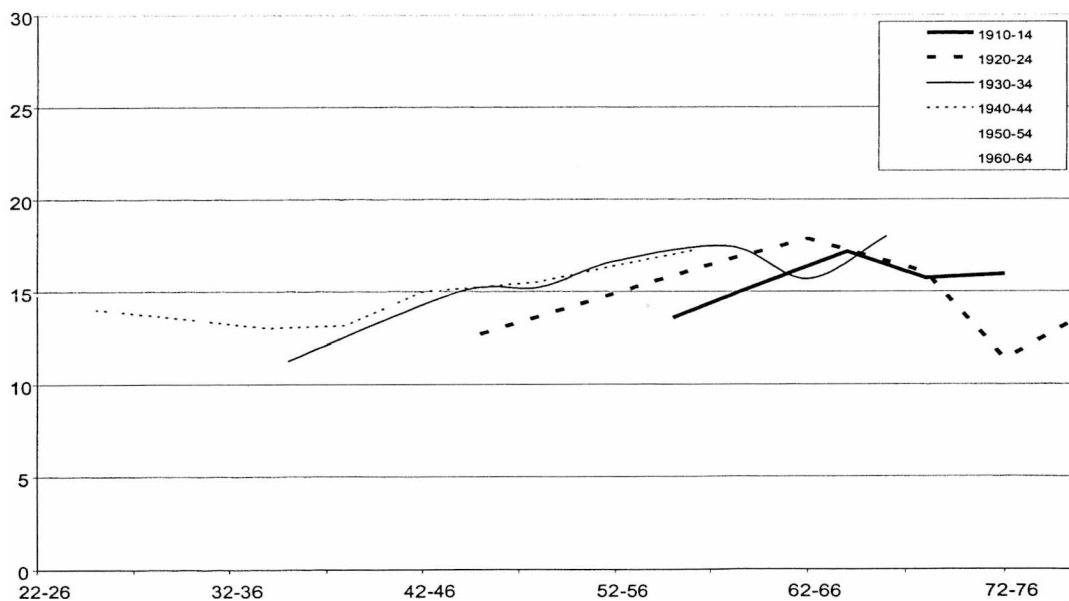
Graphique 5.3

Coefficients des dépenses pour le logement pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1969-2000



Graphique 5.4

Coefficients des dépenses pour le transport pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1969-2000



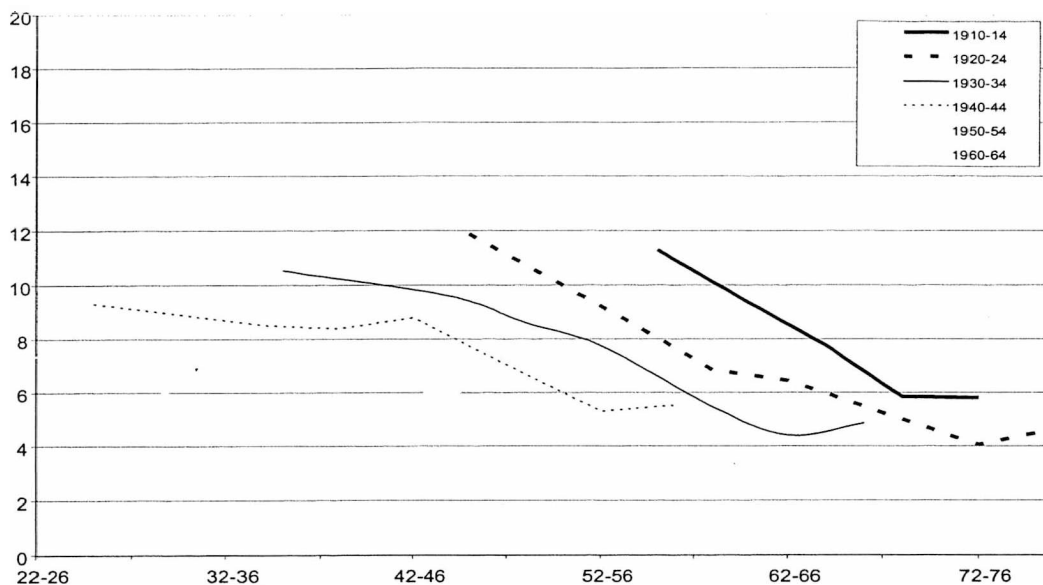
Les dépenses pour la fonction loisirs croissent peu à chacun des moments du cycle de vie dans chacune des cohortes (graphique 5.6). Les nouveaux retraités semblent faire exception en consacrant une part plus élevée de leurs dépenses à cette fonction. Ce résultat indiquerait qu'ils seraient en train de modifier leurs comportements de consommation d'une génération à une autre. Les ménages d'âge moyen qui ont connu la société des loisirs marchands seraient donc portés, en vieillissant, de consacrer davantage de ressources à cette fonction que les générations précédentes au même âge.

La part du budget consacrée à l'équipement du ménage (achats de biens durables sauf l'automobile) est stable aux différents moments du cycle de vie et dans chacune des périodes étudiées, avons-nous avancé plus haut. Le graphique 5.7 montre par ailleurs qu'il existe peu de différences d'une génération à une autre pour cette fonction budgétaire. Ce résultat de recherche indique que les dépenses pour l'achat de biens durables seraient peu affectées par le cycle de vie ou par l'appartenance à une génération donnée. En fait, les ménages plus âgés doivent remplacer de temps à autre les équipements usés ou devenus obsolètes, ou encore ils se procurent eux aussi les nouveaux équipements mis en marché au fil des ans (nouveaux équipements électroniques, ordinateurs, objets *design*, etc.).

Le dernier type de dépenses que nous examinerons est celui de la protection (assurances diverses, y compris les contributions aux régimes de protection des travailleurs et employés). Ce type apparaît en croissance au cours du cycle de vie dans les nouvelles cohortes qui y consacrent davantage de ressources (graphique 5.8). Il décline très nettement et rapidement, et de façon égale dans toutes les cohortes, après l'âge de 55 ans, ce qui reflète le déclin du besoin d'assurances et le retrait progressif du marché du travail qui se font de la même manière quelle que soit la génération.

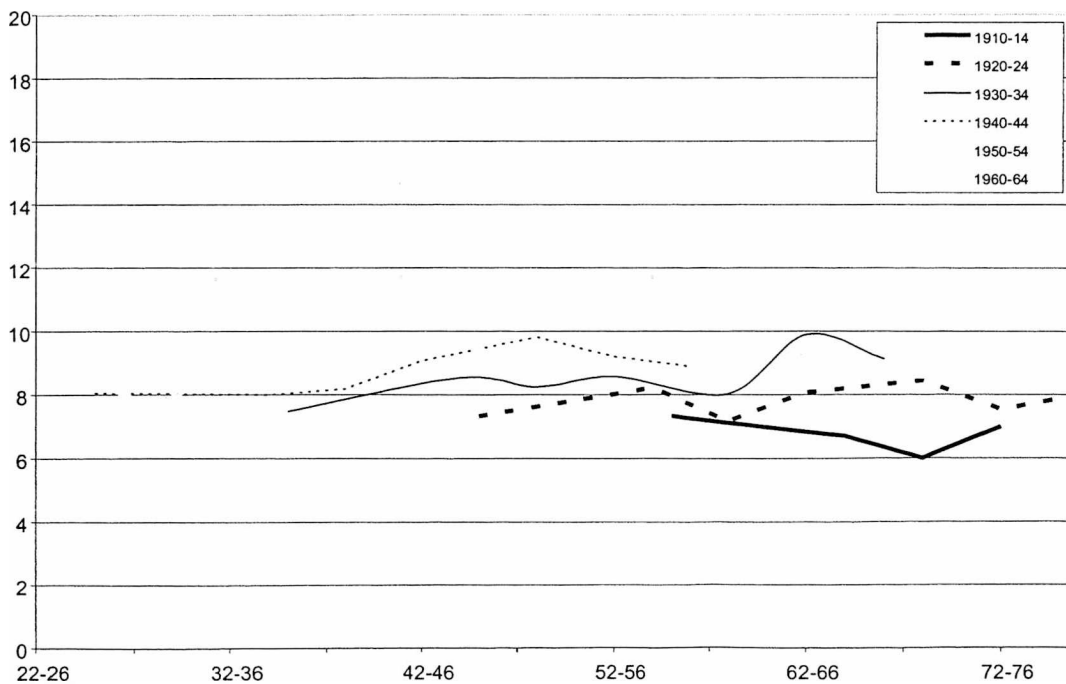
Graphique 5.5

Coefficients des dépenses pour l'habillement pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1969-2000



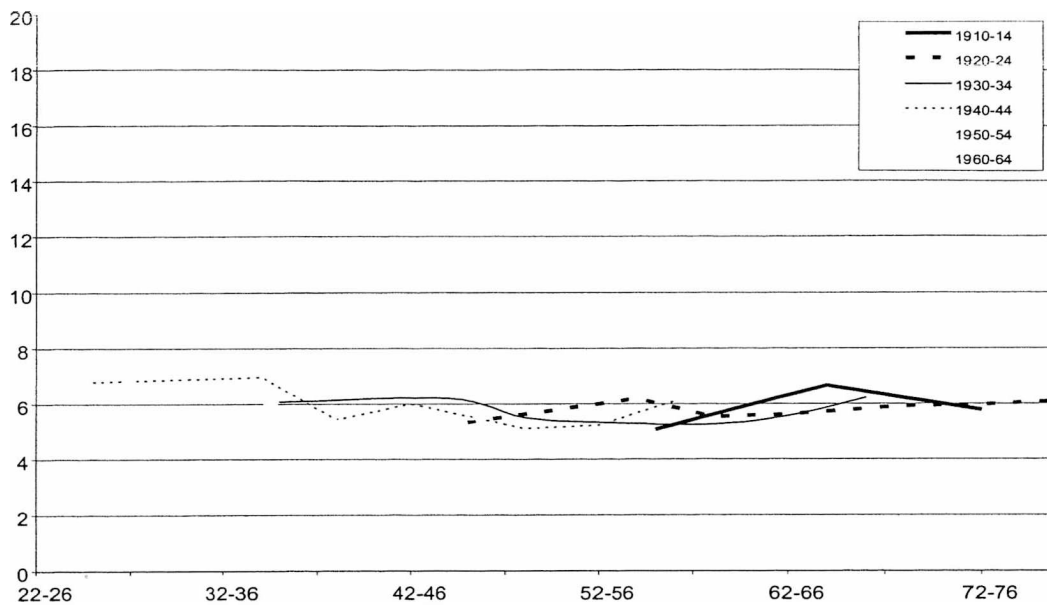
Graphique 5.6

Coefficients des dépenses pour les loisirs pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1969-2000



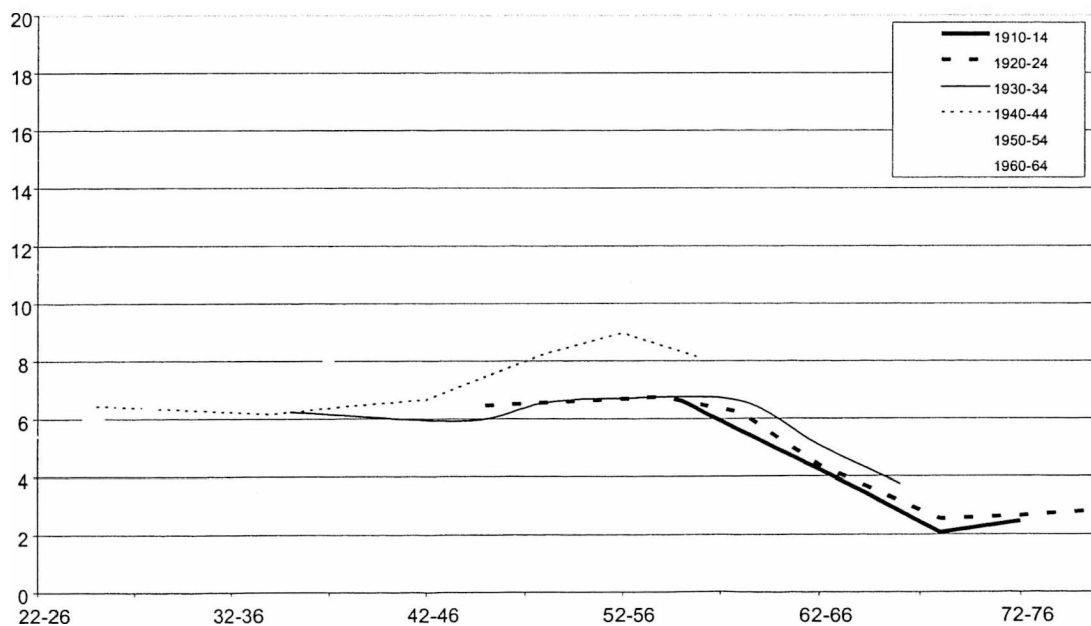
Graphique 5.7

Coefficients des dépenses pour l'équipement pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1969-2000



Graphique 5.8

Coefficients des dépenses pour la protection pondérées par unité de consommation, ménages de 2 personnes et plus, selon la cohorte, Canada, 1969-2000



5.3 Conclusion

L'analyse par cohortes permet de différencier l'effet de l'âge et celui de l'appartenance à une génération de manière plus nette. Ainsi, il ressort de l'examen des données canadiennes que d'importants changements apparaissent dans la consommation des différentes générations qui se succèdent.

Les seniors des nouvelles cohortes consomment davantage que ceux des générations précédentes, mais ils consomment cependant moins que les ménages au centre de la distribution des âges ou qui se trouvent au milieu du cycle de vie. Ce résultat observable sur données canadiennes va dans le même sens que les comportements des Français. « Les ménages en milieu de cycle de vie restent ceux qui consomment le plus » avance Bodier, 1999, p. 169.

Il ressort aussi des données canadiennes une déformation de la structure typique de la consommation avec l'âge au fil des générations. Par exemple, les nouveaux ménages qui s'approchent de la retraite ne diminuent pas autant leurs dépenses pour les vêtements et ils consacrent davantage de ressources pour les loisirs que ceux qui les ont précédés. Ou encore le poids du logement change nettement d'une cohorte à une autre, notamment aux deux extrémités du cycle de vie, ce qui oblige les ménages à effectuer de nouveaux arbitrages entre besoins à satisfaire.

Conclusion

Les données d'enquêtes sur la consommation recueillies au Canada sur une période de trente ans permettent maintenant de répondre à une question posée dans les années mille neuf cent soixante : l'avènement de la société de consommation de masse va-t-elle conduire à une convergence dans les niveaux de vie et les modes de vie des ménages et des familles ? Nous pouvons répondre par la négative à cette question à partir de l'examen des structures budgétaires parce que la consommation des ménages canadiens n'est pas caractérisée par une grande convergence entre classes socioéconomiques ni entre groupes d'âge. Cette réponse va dans le sens d'autres études faites depuis un certain nombre d'années dans divers pays.

Les changements transversaux et temporels ne se font pas au même rythme. Autrement dit, les évolutions temporelles n'effacent pas les différences observées au plan transversal entre groupes d'âge et groupements socioéconomiques.

Il est par ailleurs possible d'établir plusieurs parallèles entre les évolutions des niveaux de vie et de la structure des dépenses de consommation au Canada et en France. Une étude comparée plus systématique reste à entreprendre entre les deux pays, car la comparaison est essentielle à l'analyse sociologique comme l'avait bien vu Émile Durkheim et Max Weber. Le présent rapport permet déjà de dégager quelques pistes d'analyse :

- (1) Les inégalités économiques observables sur le marché sont en hausse dans les années 1990 ;
- (2) L'État providence est en mesure de réduire les inégalités par les deux grands moyens de redistribution que sont les impôts et les paiements de transferts, tant au Canada qu'en France ;

- (3) Une certaine polarisation sociale – ou encore déclin de la classe moyenne – est apparue au Canada à la fin des années 1990 et le même phénomène est observable en France ;
- (4) La polarisation sociale est cependant causée par les mutations sociales observables dans la structure traditionnelle de la stratification sociale (hausse du nombre de ménages atypiques, par exemple), et elle ne serait pas due à des changements économiques d'envergure ; ce résultat est comparable au Canada et en France ;
- (5) Une importante divergence apparaît donc entre évolution temporelle des besoins et évolution sur le plan transversal, une divergence déjà observée par F. Gardes dans ses travaux sur la France. Ainsi, la part du budget des ménages consacrée à la fonction habitation *diminue* à mesure que la situation socio-économique des ménages s'améliore, mais cette part du budget *augmente* dans le temps pour tous les ménages, même si leur niveau de vie est en hausse en quinze ans. L'inverse se produit pour la fonction habillement;
- (6) D'importants effets de générations sont observables au Canada. Le revenu réel des jeunes générations est en baisse par rapport aux précédentes et la structure des dépenses des jeunes se modifie, sous la pression accrue des dépenses pour le logement entre autre. Globalement, les jeunes nés dans les années 1970 et 1980 ont une position moins favorable dans la chaîne des générations au Canada ;
- (7) Le profil longitudinal par âge diffère du profil observé en coupe transversale. Ainsi, l'âge ne joue pas nécessairement de la même façon dans les générations qui se suivent car les dépenses moyennes par u.c. ont tendance à augmenter dans les ménages plus âgés des générations récentes par rapport aux plus anciennes ;
- (8) L'étude de l'évolution des niveaux de vie dans le temps – tout comme l'étude des changements dans les structures de la consommation – doit tenir compte de trois composantes qui interagissent entre elles de manière complexe : l'économie de marché, l'action de l'État-providence et la composition des ménages.
- (9) La consommation des seniors canadiens change. Bien que ceux-ci consomment davantage que les générations précédentes au même âge, le niveau global de leur consommation diminue avec l'âge ; ce résultat est comparable au Canada et en France ;
- (10) Le sommet de la consommation marchande est toujours atteint au milieu du cycle de vie active ; l'effet cycle de vie s'est combiné à l'effet de période pour certaines générations, ce qui leur a conféré un grand avantage sur d'autres générations.

Références

- BAUDELLOT, Christian et Roger ESTABLET (1994), *Maurice Halbwachs, consommation et société*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994.
- BODIER, Marceline (1999), « Les effets d'âge et de génération sur le niveau et la structure de la consommation », *Économie et Statistique*, 324-325, 4-5, p. 163-180.
- BROWN, Clair (1994), *American Standard of Living, 1918-1988*, Cambridge, Mass., Blackwell.
- ÉCHEVIN, Damien et Antoine PARENT (2002), « Les indicateurs de polarisation et leur application à la France », *Économie et Prévision*, numéro 155, p. 13-30.
- GARDES, François, Patrice GAUBERT et Simon LANGLOIS (2000), « Pauvreté et convergences des structures de la consommation au Canada », *Revue Canadienne de sociologie et anthropologie*, 37, 1, 2000, p. 1-27.
- GAUTHIER, Hervé *et alii* (1997), *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*. Volume I, Québec, Bureau de la Statistique du Québec.
- GAUTHIER, Hervé *et alii* (1998), *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*. Volume II, Québec, Bureau de la Statistique du Québec.
- GERSHUNY, Jonathan I. (1983), *Social Innovation and the Division of Labour*, Oxford, Oxford University Press.
- GERSHUNY, Jonathan I. (1986), « L'innovation sociale. Nouveaux modes de prestation de services », *Futuribles*, février, p. 37-63.
- GOBLOT, Edmond (1925), *La barrière et le niveau*, Paris, Félix Alcan, (réimpression Presses universitaires de France, coll. Sup Le sociologue, 1967).
- HALBWACHS, Maurice (1912), *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, Paris, Felix Alcan.
- HALBWACHS, Maurice (1933), *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières*, Paris, Felix Alcan.
- HERPIN, Nicolas (2001), *Sociologie de la consommation*, Paris, Éditions La Découverte, coll. Repères.
- HERPIN, Nicolas et Daniel VERGER (2000), *La consommation des Français*. Tome 1 *Alimentation habillement, logement*, Tome 2 *Transports loisirs, santé*, Paris, Éditions La Découverte, coll. Repères.
- JEAN, Sylvie (1998), « Les dépenses de consommation » dans Hervé Gauthier *et alii* (1997) *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*. Volumes II, Québec, Bureau de la Statistique du Québec, p. 161-185.
- JEAN, Sylvie (2001), « La consommation », dans Hervé Gauthier, Yves Nobert et Claude Dionne, *Portrait social du Québec. Données et analyse. Édition 2001*, Québec, Institut de la statistique du Québec, coll. Les conditions de vie, p. 361-378.

JEAN, Sylvie (2002), « L'effet du revenu sur la consommation des ménages » dans *Bulletin Données sociodémographiques en bref*, Institut de la statistique du Québec, volume 6, numéro 1, p. 1-3.

LANGLOIS, Simon (1992), « Niveaux de vie et consommation durant les années 1960 à 1990 : l'avènement de nouveaux rapports sociaux » dans Pierre Lantier et Guildo Rousseau (éds), *La culture inventée*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 303-316.

LANGLOIS, Simon (2002a), « Nouvelles orientations en sociologie de la consommation », *L'Année sociologique*, Numéro spécial *Voies nouvelles de la sociologie*, volume 52, numéro 1, p. 83-103.

LANGLOIS, Simon (2002b), « La société de consommation, avènement d'une nouvelle culture matérielle » dans Denise Lemieux (sous la direction de), *Traité de la Culture*, Québec, Les presses de l'Université Laval, p. 931-947.

MORISSETTE, René (1995), *Pourquoi l'inégalité des gains hebdomadaires a-t-elle augmenté au Canada ?* Ottawa, Statistique Canada, coll. Documents de recherche, 80.

MYLES, John, Garnett PICOT et Ted WANNELL (1993), « Does post-industrialism matter? The Canadian experience », dans Gøsta Esping-Andersen, éd. *Changing Classes. Stratification and Mobility in Post-industrial Societies*. Newbury Park, Sage publications : 171-194.

PRESVELOU, Clio (1968), *Sociologie de la consommation familiale*, Bruxelles, Les Éditions Vie Ouvrières.

RICARD, François (1992), *La génération lyrique : essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Boréal.

ROCHEFORT, Robert (1995), *La société des consommateurs*, Paris, Odile Jacob.

ROCHEFORT, Robert (1997), *Le consommateur entrepreneur*, Paris, Odile Jacob.

SCARDIGLI, Victor (1983), *La consommation, culture du quotidien*, Paris, Presses universitaires de France.

SILVER, Cinthia (1994), « L'évolution des dépenses des ménages canadiens de 1969 à 1992 », *Tendances sociales canadiennes*, hiver, p. 13-17.

TREMBLAY, Marc-Adélar et Gérald FORTIN (1964), *Les comportements économiques de la famille salariée au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval.

WOLFSON, Michael C. (1993), *When Inequalities Diverge*. Ottawa, Statistique Canada et Canadian Institute for Advanced Research.

WOLFSON, Michael et Brian MURPHY (1999), *Une nouvelle perspective des tendances de l'inégalité des revenus au Canada et aux États-Unis*, Direction des études analytiques, Statistique Canada, Documents de recherche 124.

CAHIER DE ReCHERCHE

Récemment parus :

Essai de comparaison de méthodes quantitatives et qualitatives à partir d'un exemple : le passage à l'euro vécu par les consommateurs

A. COUVREUR - F. LEHUEDE - n°176 (2002)

“ Le fossé numérique en France ” : des inégalités qui tendent à se réduire, mais qui restent encore très élevées

R. BIGOT - n°177 (2002)

L'influence du coût d'usage du capital sur la décision d'investir et sur l'investissement corporel des entreprises de services françaises. Le recours au crédit-bail permet-il d'identifier des entreprises à l'origine du canal du crédit ?

J.-C. TEURLAI - J.-B. CHATELAIN - n°178 (2002)

Les pratiques alimentaires des français : du discours à la réalité - Exploitation de l'enquête INCA

A.-D. BROUSSEAU - C. GAIGNIER - n°179 (2002)

Le commerce électronique 5 ans après : qu'avons-nous appris ?

P. MOATI - S. BONNET - C. JACQUOT - n°180 (2003)

Peut-on parler d'une opinion de la jeunesse ?

R. BIGOT - C. PIAU - n°181 (2003)

La compréhension sociale du handicap

C. BARRAL - A. BLANC - E. B. MARTIN - A. FRONTEAU-LOONES, E. GARDIEN - C. GUCHER - P. LE QUÉAU - H.-J. STIKER - n°182 (2003)

Mobilité professionnelle des salariés du secteur social et médico-social

F. BIGOT - T. RIVARD - B. TUDOUX - P. DUBÉCHOT - n°183 (2003)

Le consumérisme scolaire et la ségrégation sociale dans les espaces résidentiels. Réflexion à partir de l'exemple de l'Île de France

B. MARESCA - n°184 (2003)

Président : Bernard SCHAEFER Directeur Général : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél. : 01 40 77 85 01

ISBN : 2-84104-220-0

CRÉDOC

Centre de recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie

Crédoc
0185. Ju

